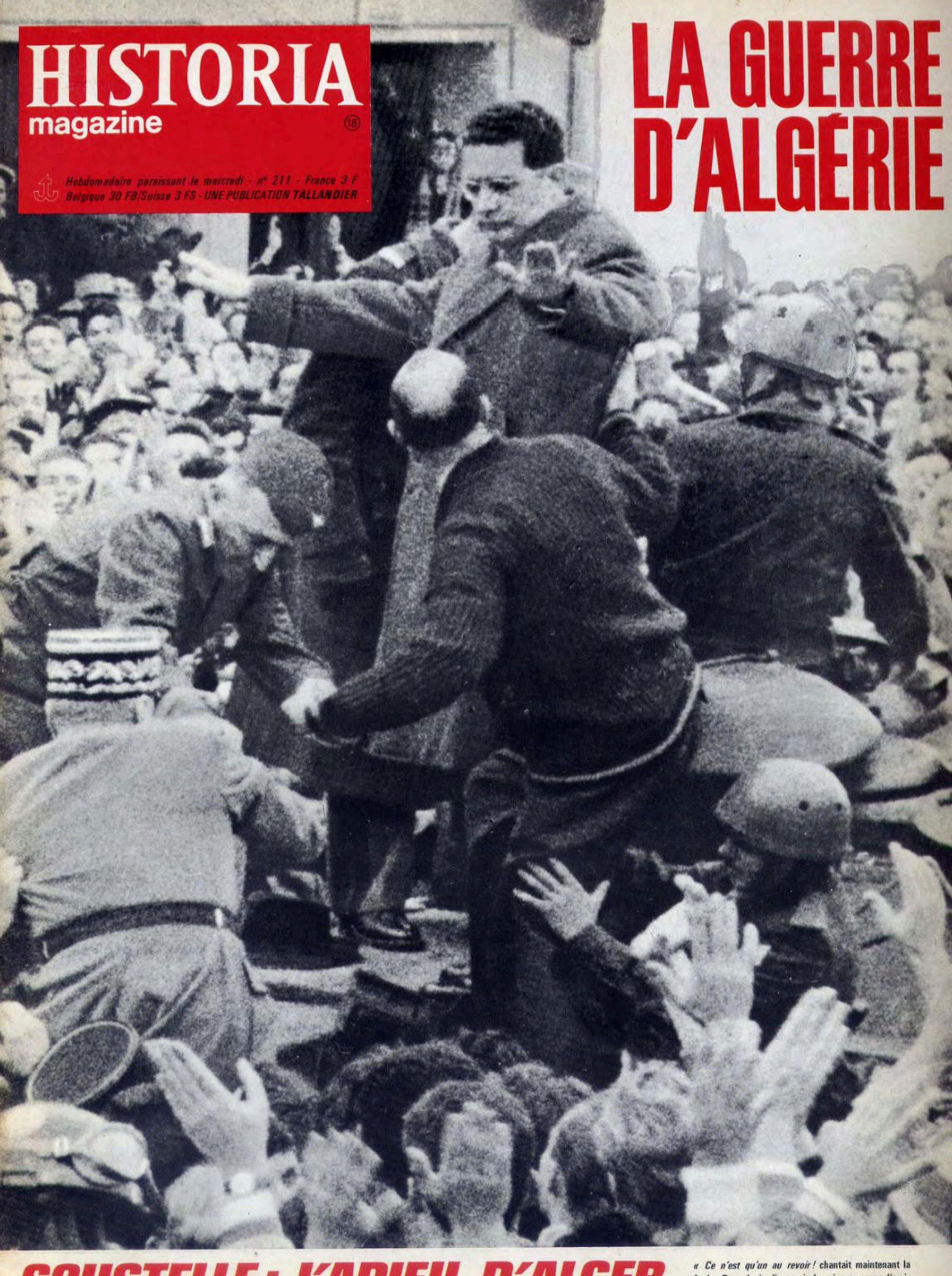
HISTORIA
magazine
(18)
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 211 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



SOUSTELLE : L'ADIEU D'ALGER

« Ce n'est qu'un au revoir ! chantait maintenant la foule. De près je discernais les visages, ceux d'amis ou d'inconnus, contractés et sillonnés de larmes... »

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo André Lefèbvre



1956 UNE NOUVELLE POLITIQUE

Yves COURRIÈRE

L'ANNÉE 1956 commence par de nouvelles élections législatives qui consacrent la victoire du Front républicain mené par le tandem Guy Mollet (socialiste) Pierre Mendès-France (radical). Edgar Faure, qui a provoqué ces élections anticipées pour obtenir une majorité puissante capable de permettre à son gouvernement de régler le problème algérien, est éliminé.

Le Front républicain est élu en promettant la paix en Algérie. P.M.F. veut « substituer à une guerre civile qui risque de se généraliser les procédures démocratiques auxquelles il faut toujours faire appel lorsque se manifestent les oppositions graves ». Guy Mollet assure qu'il prépare une réforme électorale (collège unique) qui donnera enfin l'égalité politique totale à tous les habitants de l'Algérie.

Mollet-Mendès bénéficient d'une stabilité ministérielle qui avait fait défaut à Edgar Faure. Et pour cause : en cette année 1956, aucune autre combinaison ministérielle n'est possible.

Paradoxe, pourtant : l'Assemblée nouvelle, élue pour faire face au problème algérien, ne comprend aucun représentant de l'Algérie ! C'est que la situation y est telle que des élections normales sont impossibles ! Les effectifs – 80 000 hommes en mai 1955 – sont passés à 186 000 hommes.

On dit pacification. On pense reconquête.

On fait la guerre. Mais on ne le dit pas !

Les ultras d'Algérie rejettent en bloc toute concession. Soustelle, qui va quitter Alger, tente de convaincre les pieds-noirs de la nécessité de l'intégration et du collège unique, seuls capables de « sauver la situation ». Personne ne l'écoute ! Surtout pas la très puissante Fédération des maires à laquelle se joignent des groupes extrémistes d'ultra-conservateurs et les poujadistes. Ce sont eux qui organisent, pour le départ de Soustelle, les adieux les plus « déchirants » que la Ville blanche ait réservés à un gouverneur général. Ils lui doivent bien cela ! Aucune de ses réformes essentielles n'a été admise. Il n'a été capable que de réprimer durement une rébellion qui devient révolution. Merci pour tout, bien-aimé Soustelle !

Autre départ, celui de Ferhat Abbas. Il dit : « Les méthodes que je défends depuis quinze ans : coopération, discussion, persuasion, se sont révélées inefficaces. Mon rôle est désormais de m'effacer devant les chefs de la résistance armée. »

Alger – indifférent – ne pense qu'à la réception que les ultras préparent à Guy Mollet.

Y. C.

SOMMAIRE N° 211

VALSES POLITIQUES

LORSQU'IL tente d'entrer salle Wagram, où a lieu le congrès du parti radical, son parti, Edgar Faure est soumis au plus humiliant des contrôles : un membre du service d'ordre – qui l'a très bien reconnu, mais qui a des consignes – lui demande sa carte d'invitation. Il a été exclu du parti le 1er décembre parce qu'il avait, sans le consulter, décidé la dissolution de l'Assemblée. Avec deux amis, il gagne un coin de salle ; très peu de camarades viennent lui serrer la main ! Pour lui qui, quelques jours auparavant, était président du Conseil et gouvernait la France, l'incident prend une valeur désagréable. Il lui faudra attendre près de dix ans avant de connaître de nouveau les délices et les tourments du pouvoir. L'habile homme qui est parvenu à imposer à la droite d'Antoine Pinay et de Roger Duchet le retour de Mohammed ben Youssef sur le trône marocain n'est que le premier sur la liste d'une longue série d'hommes qui seront politiquement victimes de la guerre d'Algérie.

Ses intentions, pourtant, étaient libérales et si on l'avait laissé au pouvoir, peut-être n'eût-il pas fait pis que Guy Mollet ou Robert Lacoste. Mais il est tombé sous les coups redoublés d'une coalition éphémère qui restera dans l'Histoire sous le nom de Front républicain. Sa politique algérienne, il l'a exposée le 18 octobre devant l'Assemblée nationale. Elle comporte l'application complète et immédiate du statut de 1947 :

- La mise au point de ce statut par les mesures, judicieusement étudiées, du plan Soustelle ;
- Un plan d'assistance économique et

A.F.P.

A.F.P.



▲ Gaston Defferre, qui va former, avec Guy Mollet, François Mitterrand et Pierre Mendès-France, le groupe des leaders du Front républicain, dont Mendès sera le porte-parole et qui vont tenter de mettre en échec le gouvernement Faure.

◄ Edgar Faure décide de prendre ses adversaires de vitesse. Ces derniers misent sur le retour au scrutin d'arrondissement pour l'emporter. Edgar Faure avance la date des élections, au scrutin de liste départemental mais sans apparentements.

difficultés pour Edgar Faure, face à Mollet, Mitterrand et Mendès

sociale complémentaire, la promesse d'élections libres et sincères ;

- L'organisation, avant la fin de l'année, d'une vaste consultation des élus algériens et de toutes les personnes qualifiées, consultation qui permettra de préciser la situation juridique de l'Algérie par rapport à la métropole.

Des élections anticipées

Ce plan ne diffère, somme toute, que de fort peu de celui que proposera Guy Mollet devant la même assemblée quelques semaines plus tard. Mais les hommes du Front républicain qui vont lancer l'offensive contre le leader du R.G.R. et lui faire toucher le sol ne reprochent pas à Edgar Faure sa politique algérienne telle qu'il l'annonce, mais son manque de crédibilité. Ils lui reprochent d'être ligoté de toutes parts : par sa majorité centriste et droitière (Pinay-Duchet); par le gouverneur général Soustelle, qui, après mûre étude du problème, a conclu à la possibilité et à la nécessité de l'intégration de l'Algérie; par l'armée, enfin, qui ne veut pas renouveler l'expérience indochinoise et exige des renforts immédiats pour rétablir l'ordre.

Déjà, dans l'affaire marocaine, le président a failli dix fois faire la culbute. Il n'a jamais annoncé clairement son intention de faire revenir l'ancien sultan à Rabat : son projet d'installation d'un Conseil du Trône a été balayé par le retournement spectaculaire du Glaoui. Même bousculé par les événements, le président du Conseil a dû encore perdre un temps précieux à convaincre les principaux soutiens de sa majorité que sa politique était la seule concevable pour la France.

Ce talent d'équilibriste peut faire merveille s'agissant de problèmes mineurs,

Associated Press

il sera largement insuffisant, pensent les « 3 M » – Mendès, Mitterrand, Mollet –, pour un problème aussi grave que le drame algérien.

Il faut donc changer de président, de majorité et de Parlement.

C'est ainsi que l'idée d'élections anticipées est lancée, dès le mois de juillet, par deux députés radicaux proches de Mendès-France et de Mitterrand, Valabrègue (radical) et Bénard (U.D.S.R.).

Mais l'idée est, paradoxalement, bientôt reprise à son compte par Antoine Pinay, ministre des Affaires étrangères, qui la fera cautionner par Edgar Faure. Pour les premiers, il s'agit surtout de donner la parole au pays à la veille des graves décisions qu'il faudra prendre sur l'Algérie. Pour les seconds, c'est une question d'urgence : il va bientôt falloir décider de nouveaux rappels de classes et relever les impôts. En réalité, les uns et les autres veulent prendre l'adversaire de vitesse dans la course aux élections.

D'accord sur le principe d'élections anticipées, majorité et opposition s'affrontent cependant vigoureusement sur le mode de scrutin. La coalition au pouvoir, soutenue par le M.R.P. et les communistes, préfère le maintien du système des apparentements : il lui est favorable. La coalition, qui va bientôt adopter le nom de Front républicain – S.F.I.O. de Guy Mollet, radicaux de Mendès-France, U.D.S.R. de François Mitterrand, républicains sociaux de Cha-



André Lefèbvre/Paris-Match

Mendès, Mitterrand et Mollet doutent que « le talent d'équilibriste » d'Edgar Faure puisse sauver l'Algérie. Il faut donc changer de président. Une fièvre électorale s'empare du Parlement. Après un vote au scrutin de liste, Faure l'emporte, une première fois.



◀ **Ministre des Affaires étrangères dans le deuxième gouvernement d'Edgar Faure, Antoine Pinay *(qui reçoit ici Jacques Soustelle, au Quai d'Orsay)* prendra la tête de la délégation française qui se rendra à l'O.N.U.**

ban-Delmas – souhaite le retour au scrutin d'arrondissement. C'est sur ce terrain que se déroule le premier combat et que les deux adversaires mesurent leurs forces une première fois. Contrairement aux prévisions des techniciens, après dix-huit jours d'une bataille acharnée, l'Assemblée se prononce, le 18 novembre 1955, par 311 voix contre 286, pour le scrutin d'arrondissement. Le Front républicain est en marche vers la victoire.

P.M.F. et J.J.S.S.

On sent, dès lors, le pays basculer de jour en jour vers Mendès-France. Le grand inspirateur de la campagne antigouvernementale est, en effet, celui que le nouvel *Express*, devenu quotidien depuis le 13 octobre, n'appelle plus que P.M.F. Ce dernier est devenu le porte-parole et le patron d'une sorte de parti du mouvement constitué par les étudiants et intellectuels de gauche. Dans ses articles et ses discours, P.M.F., relayé par J.-J. Servan-Schreiber, n'est pas tendre à l'égard d'Edgar Faure, son ex-camarade de parti. Le grand thème de sa campagne, c'est, bien entendu, l'Algérie. Il reproche au président du Conseil de manquer de courage politique et d'être plus préoccupé d'assurer la réélection de sa majorité que de dire la vérité au pays. Il cite en exemple la libération annoncée de 57 000 « disponibles », rappelés en août, alors que Soustelle, au contraire, demande 60 000 hommes de renfort pour quadriller le Constantinois. Il l'accuse de saboter le travail du Parlement. « On a vu le président du Conseil, écrit-il le 22 novembre, jeter la question de confiance au travers des débats, chaque fois qu'ils s'orientaient dans un sens constructif. Partout, au lieu de clarifier, il ne cherche qu'à obscurcir. Au lieu de faciliter, il freine, il paralyse. » En se faisant au Parlement et devant le pays l'accusateur n° 1 du président Edgar Faure, P.M.F. se désigne lui-même comme le candidat à la succession. Après avoir liquidé la guerre d'Indochine, rétabli le calme en Tunisie, il pense que les événements vont lui permettre d'appliquer son plan pour l'Algérie.

Dans sa semi-retraite, qui dure depuis six mois, P.M.F. a beaucoup réfléchi au problème algérien. Contrairement à ce que lui reprochent ses adversaires, P.M.F. n'est pas un « bradeur ». Il l'a montré dans l'affaire marocaine, où, malgré les sollicitations de nombreux conseillers, il a refusé la moindre ouverture en direction du sultan exilé. Mendès est au contraire un jacobin, défenseur intransigeant de l'unité et de l'intégrité françaises. J'ai eu, pendant cette période, l'occasion de m'entretenir à plusieurs reprises avec lui de l'Algérie. J'ai trouvé un homme, certes partisan de solutions libérales, mais qui pense qu'il suffirait de restaurer l'autorité gouvernementale pour que les nationalistes algériens acceptent une solution qui éliminerait l'indépendance. « L'avenir de l'Algérie, nous ne pouvons le préjuger, me confie-t-il. Trois choses importent : rendre aux musulmans confiance en la parole de la France, dix fois reniée et trahie depuis 1936; ne pas céder devant le chantage du terrorisme : il faudra que les fellaghas rendent leurs armes; rassurer les Européens persuadés que, si la majorité musulmane l'emporte, ils seront mis à la porte. Je pense qu'un calendrier devra être solennellement établi en accord avec des interlocuteurs musulmans issus d'élections libres et contrôlées. Je pense qu'une association avec la France demeure possible, à condition que nous cessions de tricher. »

Ce sont les grandes lignes de ces propos que l'on retrouve dans le discours qu'il prononce à Marseille, le 26 décembre, et où il annonce ce que sera sa politique algérienne s'il devient président du Conseil...

850 000 chômeurs

« Il faut à tout prix, déclare-t-il en substance, trouver une solution au conflit algérien avant le mois de mars 1956 car, si la paix n'est pas rétablie à cette date, la guerre risque de prendre des proportions dramatiques, et le temps jouera contre nous. L'Assemblée algérienne devra être dissoute. Des élections générales, totalement libres, auront lieu dans les six mois. Des réformes économiques et sociales seront appliquées pour résorber le chômage qui atteint 850 000 musulmans. Il faudra remettre en valeur les terres à l'abandon, redistribuer les grands domaines, forcer les grandes puissances économiques ▶



Aux élections législatives du 2 janvier, on enregistre avec étonnement une poussée du mouvement poujadiste, qui occupe 52 sièges. Un des jeunes Turcs de l'U.D.C.A., Demarquet *(sur la photo)*.

A.F.P.



Importante poussée communiste aussi (144 sièges). En fait, après les législatives du 2 janvier, le Front républicain n'a pas remporté de victoire. Ci-contre, Mitterrand, Duclos, Mollet.



Poujade, papetier à Saint-Céré et leader de l'U.D.C.A., mouvement à la fois cocardier et attaché à la défense des commerçants, fustige les jeux de la politique et adopte pour un temps les thèses « Algérie française ».

A.F.P.

dans le jeu politique, on avait oublié une donnée fondamentale : les Français d'Algérie ; ils vont le rappeler brutalement à Paris

d'Algérie à travailler pour le bien général. » *Last but not least*, le président du Conseil, compte tenu du caractère prioritaire de ces problèmes, devra les prendre en main lui-même, se rendre à Alger et y séjourner aussi longtemps que possible pour surmonter sur place les résistances administratives et mettre à la raison les féodalités militaires et financières qui y font la loi.

Dans ce discours de Marseille, Mendès n'est que le porte-parole du quadrumvirat P.M.F. - Mollet - Mitterrand - Defferre, qui s'apprête, durant ce mois de décembre, à prendre le pouvoir. Les quatre hommes se rencontrent régulièrement, le plus souvent au domicile parisien de Gaston Defferre. On a ultérieurement parlé de la « trahison » de Guy Mollet. Mais Mollet n'a pas trahi P.M.F. Dans son discours d'investiture devant l'Assemblée, le lundi 31 janvier, Mollet reprend point par point le discours de Mendès. L'objectif est la paix rapide. Il se refuse à choisir entre intégration, association, fédération. L'avenir de l'Algérie sera défini par les Algériens eux-mêmes. La « personnalité » algérienne est reconnue. Pour la « négociation », il sera procédé à de libres élections au collège unique, donc à une réforme électorale.

En outre, pendant toute la durée de la campagne électorale, Guy Mollet, avec moins d'insistance sans doute que P.M.F., mais avec une ironie souvent plus mordante, n'a cessé de parler de cette « guerre imbécile et sans issue » à laquelle il faut mettre un terme par des moyens politiques.

De leur côté, les nationalistes algériens ne refusent pas le plan Mendès-Mollet. Depuis mon interview d'Abane Ramdane, nº 1 du F.L.N., publiée dans *France-Observateur* le 15 septembre 1955, je n'ai cessé de rencontrer des élus musulmans proches du Front tels que Ferhat Abbas et Boumendjel. Tous condamnent la politique d'intégration de Soustelle. Ce ne sera une surprise pour personne lorsque, le 28 décembre, 61 élus musulmans (députés à l'Assemblée nationale ou algérienne) réclameront l'indépendance et la reconnaissance de la nationalité algérienne. Mais tous jugent peu réaliste d'espérer qu'un gouvernement français proclame, du jour au lendemain, l'indépendance de l'Algérie. Ils estiment que le plan du Front républicain a de bonnes chances



A.F.P.

de faire taire les armes, s'il est honnêtement appliqué.

En ce début d'année, le destin va frapper les trois coups du deuxième acte de la tragédie algérienne. Partout, en France, on a célébré le réveillon du 31 décembre dans la joie. Les commerces d'alimentation ont fait des affaires d'or. Il fait doux, mais pour que tout le monde soit content, la neige a enfin consenti à tomber sur les Alpes : à l'Alpe d'Huez on a refusé du monde. A Nice, 200 *bathing beauties* se sont trempées dans la Méditerranée, tandis que MM. Dubonnet, Onassis, Ali Khan, le prince et la princesse Poniatowski et la maharani d'Haïderabad ont réveillonné ensemble à Monte-Carlo.

Le 2 janvier 27 millions de Français et de Françaises se rendent aux urnes, sauf en Algérie, où l'on a décidé que les élections ne pouvaient avoir lieu. Parmi les nouveaux électeurs, 2 millions de jeunes et plusieurs millions d'abstentionnistes. Les résultats provoquent, en France comme à l'étranger, de l'étonnement et même une certaine inquiétude. La coalition gouvernementale (R.P.F., M.R.P., modérés) perd une centaine de sièges. On note les échecs de MM. de Bénouville, Vendroux, de Monsabert, Billotte, Chamant, Coste-Floret, Lecanuet et Letourneau. Les communistes améliorent sensiblement leur position. Le Front républicain gagne des sièges, mais, avec 158 élus, il ne dispose pas d'une majorité de gouvernement. Il va donc être dans l'obligation de faire appel au soutien du centre (70 M.R.P.) et des modérés. Surprise : un certain Poujade a réuni 2 millions et demi de voix, remporté 52 sièges et prouvé l'existence d'un courant populaire de droite vivace.

A Paris, la Bourse, baromètre de l'opinion des classes dirigeantes, accueille ces résultats et la poussée extrémiste avec un grand pessimisme : l'or monte et l'on enregistre une baisse de 15 % sur les valeurs françaises.

Pendant que le président René Coty, qui vient de perdre sa femme, commence ses consultations et reçoit les leaders des partis, Edgar Faure continue de gérer les affaires publiques. Les troupes d'Indochine sont transférées en Algérie où 60 000 hommes vont être envoyés en renfort. Rendant compte d'une mission d'information, le général Jacquot, ancien commandant des forces françaises en Indochine, déclare à Edgar Faure que la partie peut être gagnée. Mais il préconise une solution politique, une véritable négociation, car rien ne saurait endiguer la révolution algérienne commencée. Il suggère que le million d'Européens soit regroupé dans une zone côtière qui serait décrétée territoire français et que le reste de l'Algérie jouisse d'une autonomie politique à l'intérieur d'un cadre fédéral français.

L'épreuve de force

Le 24 janvier, Edgar Faure remet la démission de son gouvernement. Le 26, Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., est chargé de constituer le nouveau gouvernement. Nulle surprise. Le succès du Front républicain n'a pas été assez net pour que René Coty puisse faire appel à Pierre Mendès-France, qui n'avait pas bénéficié du soutien du M.R.P. et des modérés en raison des campagnes violentes de *l'Express*. Guy Mollet le nomme premier ministre d'État, sans portefeuille, c'est-à-dire sans responsabilités effectives; François Mitterrand devient garde des Sceaux. Le général Catroux, malgré son âge – il fête ce jour même son soixante-dix-neuvième anniversaire – est nommé « ministre résident » en Algérie. En lui confiant ce poste, Guy Mollet a confirmé qu'il irait lui-même l'installer dans ses fonctions. Catroux sera assisté, pour tout ce qui concerne la liaison Paris-Alger dans les domaines politique et militaire, de deux secrétaires d'État : à l'Intérieur et à la Défense nationale, et dépendra directement du président du Conseil.

Le lendemain matin, grands titres dans les journaux; à Alger, plusieurs milliers de manifestants rassemblés à l'appel de la Fédération des associations d'anciens combattants « pour maintenir l'Algérie française » ont défilé en cortège dans les rues de la ville et proclamé leur hostilité à Catroux.

Le 2 février, 50 000 Algérois envahiront la gare maritime d'Alger où le gouverneur général Soustelle s'embarque sur l'*El-Djezaïr* pour regagner la France. L'épreuve de force commence. Dans le jeu politique français, on avait oublié une donnée fondamentale : les Français d'Algérie. Le 6 février, ils vont se rappeler brutalement à la mémoire du nouveau gouvernement formé sous l'égide du Front républicain. H

Robert BARRAT

SOUSTELLE : U



Film Belanger

Le départ de J. Soustelle est une date affective dans l'histoire de la guerre d'Algérie. Il quittera le palais d'Été le 2 février 1956 et une foule innombrable l'accompagnera jusqu'aux quais d'Alger, noirs de monde.

André Lefèbvre/Paris-Match

Le départ de Soustelle constitue un moment décisif dans l'histoire de l'Algérie française en même temps qu'il provoque une soudaine prise de conscience chez les pieds-noirs.

Le centenaire du débarquement français, les obsèques de Saint-Saëns, le 1er mai du Front populaire en 1936, le passage du colonel de La Rocque à Oued-Smar, le voyage de Daladier, le défilé de la Victoire apparaîtront comme de petits faits à côté de l'irrésistible élan qui va emporter vers les quais du port, des dizaines et des dizaines de milliers d'Algériens de toute confession et de toute origine en ce 2 février 1956.

Quand la Hotchkiss découverte dans laquelle il a pris place franchit les grilles du palais d'Été, Soustelle découvre avec ahurissement qu'il est pratiquement l'objet d'un culte.

Debout dans sa voiture il saluait des deux mains

Il est né à Montpellier, dans le Midi, mais il n'imaginait pas que l'enthousiasme méditerranéen pût atteindre pareil degré de fanatisme. La foule est déchaînée. Massés par centaines, par milliers, sur les trottoirs, les Algérois forment une haie houleuse. Ils hurlent de toute leur voix et de tout leur cœur : « Soustelle, Soustelle avec nous ! »

Quelle folie s'est donc emparée de ces pieds-noirs qui, il y a un an à peine, ont accueilli leur héros d'aujourd'hui avec une indifférence fortement teintée de méfiance ?

Longtemps Soustelle a fait à Alger figure de neutraliste, voire de crypto-progressiste : on lui reprochait son appartenance au gaullisme, l'orientation de sa politique initiale, son entourage libéral, les élections cantonales d'avril 1955, au cours desquelles il avait autorisé les nationalistes à faire campagne.

Et voilà que cet homme, dont ils discutaient sans cesse les actes et les pensées, symbolise soudain pour eux le maintien de la France en Algérie, la seule chance d'un retour à la paix. D'aucuns prétendront par la suite que cet événement exceptionnel fut le résultat d'un plan concerté par des professionnels de la manifestation de rue. Des noms ont même été avancés : Ortiz et Martel, qui avaient mobilisé les masses pour une opération préparatoire au 6 février.

A l'époque, le cafetier Ortiz est toujours derrière son comptoir. Certes, il tient des conférences pour tenter de grouper les commerçants, il s'engage personnellement, mais, en fait, il reste pratiquement aux ordres des poujadistes de Roger Goutallier, restaurateur surtout connu pour sa bonne cuisine dans les milieux algérois.

Quant à Martel, agriculteur soupçonneux à l'égard des citadins et du petit

N TRIOMPHAL ADIEU



peuple, il n'existe pas encore en tant que personnage.

C'est le temps où clans et mouvements se font et se défont si vite qu'il est difficile de suivre leur évolution. Patriotes têtus mais versatiles, dénués de tout sens politique, les pieds-noirs ne sont pas encore mûrs pour les grandes entreprises qui se trament en métropole et dont ils seront les exécutants avant d'en être les victimes.

Les associations d'anciens combattants constituent alors la seule véritable armature sociale du pays. Le premier soin de n'importe quel gouverneur général était d'entretenir avec elles de bonnes relations; Soustelle a respecté la tradition et s'est attaché à entrer dans leurs bonnes grâces. Mêlés aux étudiants, qui commencent à s'organiser, il est certain que les anciens combattants contribuèrent à donner au départ du gouverneur cette ampleur exceptionnelle, une journée inoubliable pour tous.

Le Quattrocento



En février 1956, on conspire à Alger comme on se drogue. Dans l'imbroglio de ces conjurations qui finissent par faire de la Ville blanche une véritable cité du Quattrocento, resurgit soudain un personnage – il s'appelle André Achiary – dont beaucoup se souviennent, pour le meilleur ou pour le pire. Ayant eu affaire à lui, en d'autres temps. Et à des titres différents.

Un type roux, remarquablement « baraqué », formidable joueur de water-polo, un copain comme on en fait peu, mais un « dur ». Au R.U.A., Achiary a noué des amitiés à vie. C'est un pied-noir d'origine basque, disent certains, et qui, dans les années 40, est, à Alger, commissaire des renseignements généraux. C'est à ce moment-là qu'il fréquente le R.U.A. et se lie avec un autre nageur, un colosse impassible et au regard un peu fixe : René Kovacs.

1942. Achiary, qui est un gaulliste de la première heure, participe allégrement à son premier complot, celui qui amènera de Gaulle à Alger, après le débarquement allié. Parallèlement, il tient à jour ses fichiers et, en 1943-1944, dans une vaste salle qu'on appelle, à Alger, la « Maison des Italiens », rue Denfert-Rochereau, on le retrouve « interrogeant » certains pétainistes et « collabos ». L'un d'eux portera plainte, après coup, en 1947, ce qui vaudra à Achiary quelques mois de prison. Après le débarquement, il s'engage dans les commandos de France, pour une guerre courageuse et, démobilisé du 1er commando, l'administration préfectorale l'envoie à Guelma, comme sous-préfet. Ce sont les émeutes de Sétif, en mai 1945, l'impitoyable répression, les civils « doublant » les militaires et Achiary prenant sous son képi les représailles les plus sanglantes. Quand il quitte Guelma, les musulmans respirent. La région est calme. Mais sur les tablettes de ceux qui deviendront, en 1954, des chefs de l'A.L.N. dans le Constantinois, Achiary, c'est l'homme à abattre.

Février 1956. Il n'appartient à aucune organisation particulière. Mais c'est un fait, son goût des complots et de la manière forte le pousse vers l'O.R.A.F., la plus clandestine, la plus jusqu'au-boutiste, des organisations activistes. L'O.R.A.F., c'est le contre-terrorisme. Achiary flirte avec l'Organisation de la résistance de l'Algérie française parce qu'il y a des amis, et notamment René Kovacs. Mais, dans le même temps, le gaullisme se réveille à Alger, les hommes se comptent et s'interrogent. Les organisations locales, poujadistes ou « anciens combattants », rameutent certes les masses, mais ces masses, il faut les exalter, les canaliser, les pousser à l'action directe. Bref, il faut un spécialiste en subversion. Un nom s'impose : Jean-Baptiste Biaggi. Achiary l'a connu au temps des commandos de France. Biaggi commandait le 4e commando. Après une extraordinaire évasion du train qui devait l'emmener à Buchenwald : résistant (non gaulliste), arrêté par la Gestapo, « remisé à Compiègne », dans le même camp que le général Cogny, Biaggi scie le plancher du wagon et permet à trente-neuf de ses camarades de faire comme lui ! Des aventures pareilles vous laissent un certain mépris pour la monotonie quotidienne. Biaggi, érudit, mélomane et semeur de « rébolica » (révolution, en argot pied-noir), est l'homme providentiel. Un mois avant le 6 février, Achiary et son ami Mario Faivre, autre gaulliste, prennent l'avion pour Paris, débarquent chez Biaggi et finissent par le convaincre qu'Alger n'attend plus que lui pour descendre dans la rue, créer un état de fait qui contraindra le gouvernement à démissionner et installer le régime qui sauvera l'Algérie française. Biaggi débarquera le 2 février. On verra d'autre part ce qu'il advint de son séjour. Quant à Achiary, il aura été le premier à établir un lien entre les comploteurs d'Alger et ceux des bords de la Seine. Ces derniers, ayant raté leur 6 février, ne rateront pas leur 13 mai dans moins de trois ans.

Claude BERGER

André Lefèbvre/Match

Sous un soleil éclatant, le monument aux morts, où toute la ville accompagnera Soustelle quand il ira déposer la gerbe de l'adieu. Des balcons, pleuvront aussi des fleurs.



Gamma

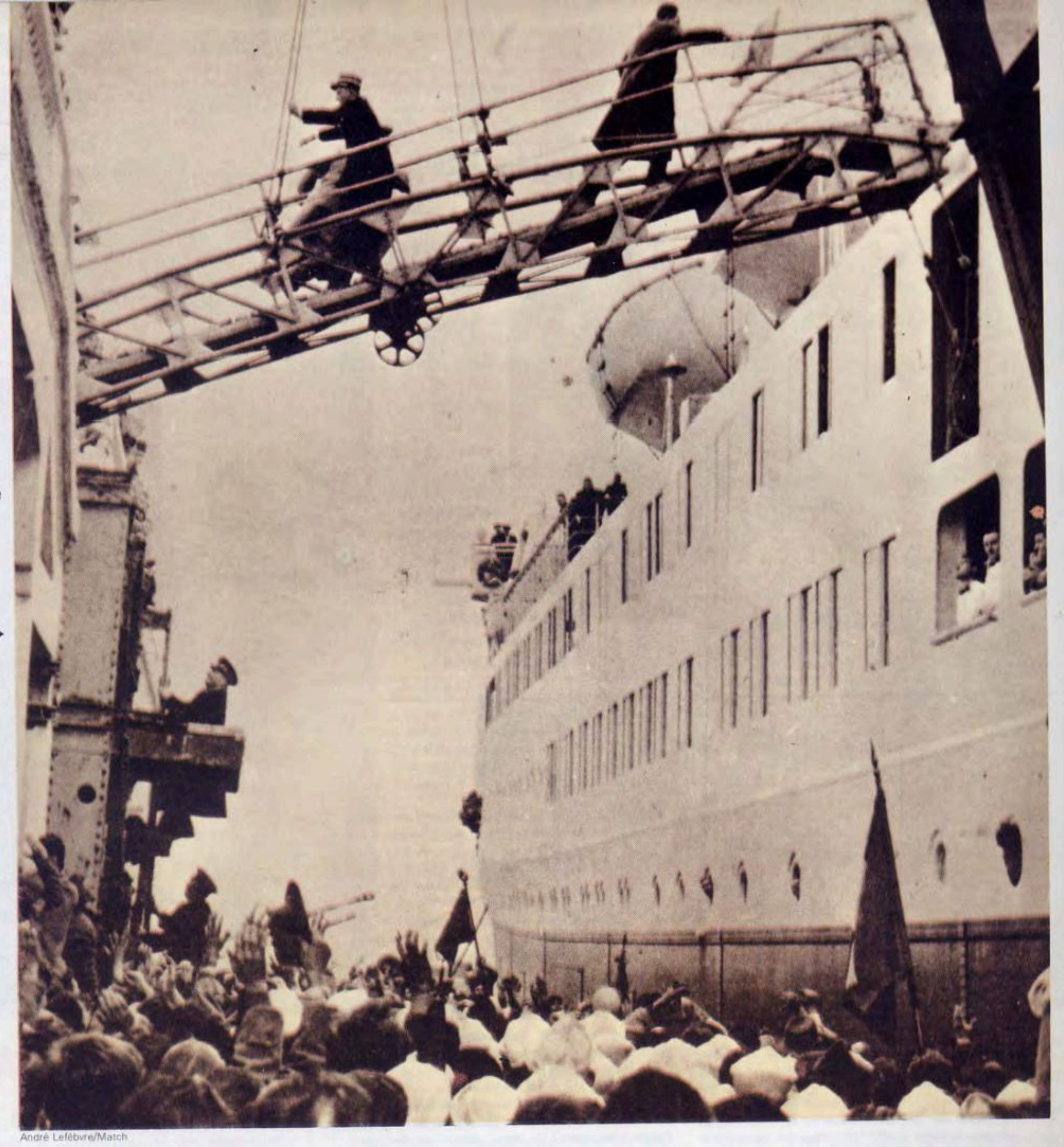
Mme Soustelle pleure,

Sans aucun doute les amis que Soustelle comptait alors à Alger, anciens des réseaux et des F.F.L., gaullistes et résistants, participèrent aussi au succès de cette manifestation.

Mais leur influence ne doit pas effacer toute spontanéité. Souvenons-nous de l'évolution spectaculaire de Jacques Soustelle dans ses rapports avec les Européens. Après les massacres du 20 août, le gouverneur général a abandonné ses manières libérales pour se rapprocher de leurs conceptions.

Debout dans sa voiture, le gouverneur, légèrement crispé, dissimule avec peine son émotion. Il salue des deux mains ces gens qui l'acclament et qui sont venus de partout.

Soustelle, pris dans une foule en délire va devoir monter dans une automitrailleuse pour se rendre jusqu'à la gare maritime. On le voit ici, en équilibre un peu instable, protégé par son aide de camp, entouré de ses collaborateurs, de journalistes et d'officiels *(au fond,* l'amiral Auboyneau). Les forces de l'ordre lui fraieront difficilement un chemin.



La passerelle ▶ d'embarquement de l'*El-Djezaïr* est enlevée par une grue pour éviter que la foule n'envahisse le navire. On dira que Soustelle *(sur la passerelle)* a pris le bateau en marche. Du quai, la foule va crier : « Restez ici, ne nous abandonnez pas ! » Puis elle restera longtemps, agitant ses mouchoirs, « comme un vol de colombes », en proie à un sentiment d'abandon absolu.

André Lefébvre/Match

sous une pluie de fleurs

Les balcons sont garnis de grappes humaines. Mille poitrines, dix mille, scandent sans arrêt : « Soustelle avec nous ! Soustelle avec nous ! » Des bouquets de violettes tombent des fenêtres, lancés en direction de l'épouse du gouverneur, qui ne peut retenir ses larmes. La foule est de plus en plus compacte. Elle est de tout âge et de toute condition. La voiture du gouverneur et sa suite avancent maintenant avec peine, la chaussée est envahie. Sans cesse, les slogans reprennent, enthousiastes : « Soustelle avec nous ! », « Algérie française », auxquels répondent en écho des cris hostiles : « Catroux à la mer ! », « Catroux au musée ! », « Mendès dans l'Aurès ! », « A bas les liquidateurs ! ».

La réputation du général Catroux n'est plus à faire à Alger. Depuis l'indépendance de la Tunisie, les pieds-noirs accolent à son nom l'étiquette de bradeur.

S'il avait fallu convaincre les derniers hésitants d'Alger, la nomination de Catroux s'en est chargée.

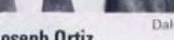
Nez-de-Cuir

Sa venue valorise encore plus Jacques Soustelle. Par comparaison, cet homme, qui n'a pas été « franchement mauvais », devient excellent. D'un seul coup, les pieds-noirs redisent que le gouvernement français projette de les liquider ; sinon, pourquoi remplacerait-il un gouverneur qui leur est favorable par un ministre résident qui ne le sera jamais ?

Mais revenons sur le passage du cortège arrêté une première fois au carrefour Richelieu, une deuxième, à celui des Facultés. La foule se presse autour des voitures et des milliers de voix crient : « Ne partez pas ! », « Nous voulons rester français ! » Les femmes, larmes aux yeux, agitent des bouquets, les enfants de petits drapeaux. L'émotion maintenant est à son comble. Sur les trottoirs, c'est la bousculade. Appuyé à un balcon, un grand mutilé, la poitrine couverte de décorations, est au garde-à-vous. Soustelle l'aperçoit et salue le vétéran. C'est une véritable explosion d'applaudissements. La marée humaine envahit le plateau des Glières, elle déferle sur le boulevard Carnot.

Sur l'esplanade, les détachements des trois armes qui doivent rendre les honneurs ont formé le carré sous le commandement du colonel Thomazo, ▶

Les activistes se comptent, se rassemblent et vont constituer le « deuxième front »



Joseph Ortiz. Dalmas


Philippe Castille. A.F.P.


Michel Fechoz. A.F.P.


Della Monica. A.F.P.

Les activistes entrent en scène à la veille du 6 février 1956. Ils vont former ce que Robert Lacoste appellera le « deuxième front ». C'est le front des Européens d'Algérie. Le front du refus. Refus, chez les pieds-noirs, d'abandonner une terre dont ils se sentent les fils au même titre que les musulmans. Si Ferhat Abbas a riposté à l' « Algérie française », par le cri d' « Algérie algérienne », désormais, le slogan F.L.N. « la valise ou le cercueil » trouve sa réplique dans une floraison de tracts et d'inscriptions sur les murs de la ville : « Ben Bella au poteau ! » Bref, après quinze mois d'insurrection, le rideau peut véritablement se lever, sur la scène algérienne, pour une tragédie qui va durer six ans. Tout est en place. Du côté de l'Algérie française, l'adhésion est immédiate, et la masse disponible, parce que menacée dans son existence même : « Partir, c'est crever. Nous ne voulons pas crever ! » Ce n'est évidemment pas un raisonnement politique. « On ne fait pas de politique autour des cercueils », lancent, à l'époque, les Européens. C'est une réaction charnelle, née d'un malaise profond, qui va précipiter la foule dans la rue, sous des banderoles diverses et suivant les mots d'ordre de chefs de file locaux. Quels sont ces mouvements, et leurs leaders ?

Du « Relais » au « Café du Forum »

D'abord, l'U.D.C.A., la poujadiste Union pour la défense des commerçants en Algérie. Formée en mai 1954, dans un cinéma de la rue Charras, à Alger, le « Vox ». On s'y entasse. En se marrant, d'ailleurs, car Roger Goutallier, président de l'U.D.C.A., explique à son auditoire de commerçants que s'il a choisi le « Vox », ce n'est pas par hasard. Juste en face, il y a les bureaux des polyvalents. Goutallier est un Auvergnat, pied-noir d'adoption depuis 1937. Dans son restaurant de la rue Burdeau, à l'enseigne du « Relais », avant que de téléguider les mouvements de foule, il a prodigué aux Algérois les raffinements d'une cuisine qu'il pratique devant eux et devant ses fourneaux, en toque blanche. C'est une des meilleures adresses de la ville. Devenant le disciple du papetier de Saint-Céré, il prend comme conseiller technique M[e] Maurice Baille, un avocat d'Alger, crée dans la ville des « secteurs commerçants ». A l'époque, Joseph Ortiz sera responsable de celui du Forum. Noblesse oblige. Depuis 1953, Jo Ortiz est propriétaire du « Café du Forum », à deux pas du G.G., du monument aux morts. Bref, un point névralgique.

Un colon de Chebli

L'U.F.N.A., l'Union française nord-africaine, entre dans l'action directe à la fin de 1955. Derrière la cape et le béret basque de son président, Boyer-Banse, retraité de l'Agriculture, au verbe haut, au geste vaste, aux bacchantes frémissantes, qu'on aime bien parce qu'il est sincère, qu'on suit parce qu'il faut bien suivre quelqu'un, et qu'il porte beau, mais dont on convient qu'il évoque un peu trop Noël Roquevert. L'U.F.N.A. recrute parmi les colons modestes, les traminots, les cheminots, les ouvriers. Tous lisent le journal de l'U.F.N.A., l'Esprit français, *et partagent l'angoisse du leader devant un avenir menacé. Près de ce personnage haut en couleur et en émotion, un jeune Turc, Robert Martel, colon à Chebli, dans la Mitidja. Il vit au contact de la réalité terroriste du F.L.N. Il est prêt à se battre. Son maître à penser : le P. de Foucauld.*

Roux, « débordé »

A la tête de la Fédération des maires de l'Algérois : Amédée Froger, maire de Boufarik. On dit qu'il est un homme de Borgeaud. On oublie souvent d'ajouter qu'il est un gaulliste de la première heure et l'un des artisans de l'arrivée de De Gaulle après le débarquement allié. C'est un radical socialiste, tricolore à tous crins. Sa fédération draine le colonat. A tous les échelons.

La veille du 6 février se constituera le Comité d'entente des anciens combattants et victimes de la guerre, groupant toutes les associations patriotiques, qui s'appellera très vite « Comité algérien de salut public », dont le siège est au 8, avenue du 8-Novembre. Son président, Roux, sera dépassé par les événements du 6 février. Deux hommes prendront alors la tête de cet important mouvement : Auguste Arnould, pilote d'Air Algérie, et Pierre Mouchand, jeune directeur d'école qui est revenu de la guerre avec des crochets à la place des mains.

« Comité d'action universitaire »

Les étudiants. L'A.G.E.A., l'Association générale des étudiants d'Algérie, dont le siège est boulevard Baudin, à la Maison des étudiants, dont le président et le vice-président font d'abord du droit et, de plus en plus, de l'agitation : Caye et Gautrot, qui agissent selon les directives du professeur Bousquet, titulaire d'une chaire de droit à Alger et fondateur du « Comité d'action universitaire ». Le journal commun aux étudiants et lycéens, c'est le Bahut, *qui s'imprime dans le sous-sol de l'A.G. (sigle de la maison des étudiants).*

Un pied-noir « hongrois »

Enfin, l'O.R.A.F. C'est une organisation clandestine, l'Organisation de résistance de l'Algérie française. Dans ses troupes, elle compte des poujadistes. A sa tête, René Kovacs, pied-noir d'origine hongroise, médecin vacant, spécialiste de jazz à Radio-Algérie et champion de natation sous les couleurs du R.U.A. (Racing Universitaire Algérois). L'O.R.A.F. est contre-terroriste. Dans un tract, elle revendiquera l'attentat à la bombe de la rue de Thèbes, en pleine Casbah, et la mort de vingt-huit musulmans. L'O.R.A.F. débouchera plus tard sur l' « affaire du bazooka ».

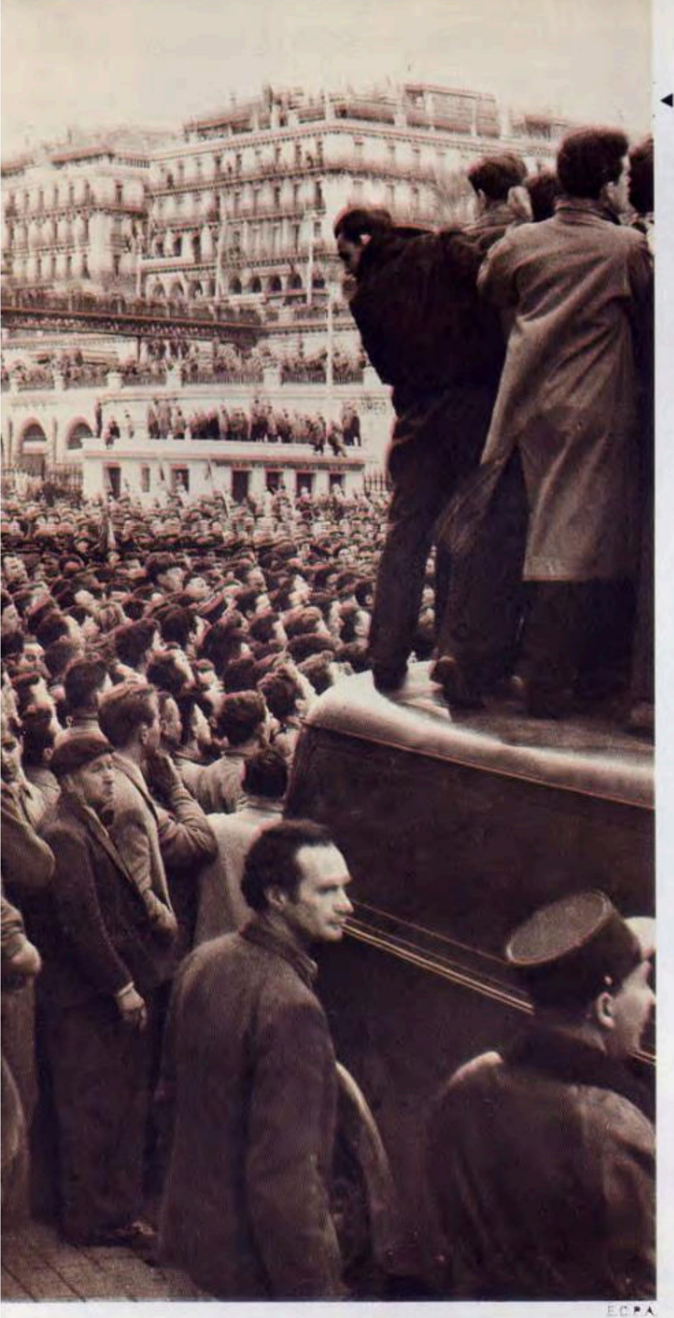
Voilà donc le panorama du « deuxième front », en février 1956. En fait, avec le temps et l'escalade des événements, ces mouvements pourront changer de sigle, de leaders parfois. On y retrouvera néanmoins les mêmes hommes, les mêmes noms. Des tomates du 6 février aux rafales de l'O.A.S., et en passant par les illusions perdues du 13 mai, l'activisme n'infléchira à aucun moment son mode de penser, plus proche de l'autodéfense que de la politique.

Marie ELBE



la foule chante "ce

le fameux « Nez-de-Cuir ». Il y a là la musique de la garnison, le drapeau et deux compagnies du 1[er] tirailleurs, l'étendard et un escadron de blindés de reconnaissance du 1[er] spahis, le drapeau et une compagnie de l'école des fusiliers marins, le drapeau, la fanfare et une compagnie de la V[e] région aérienne. Les représentants des anciens combattants des deux guerres, parmi lesquels de nombreux musulmans, les grands invalides, ont pris place sur le terre-plein. Quant aux élus, ils sont perdus dans l'anonymat de la foule... Il y a belle lurette que tous les rangs officiels ont été rompus. Et cette foule grossit d'instant en instant. Des étudiants brandissant des drapeaux et des banderoles tricolores arrivent au pas de course. *La Marseillaise* éclate, reprise en chœur par l'assistance. Puis les cris fusent à nouveau : « Catroux aux vieillards ! Guy Mollet à la mer ! », « Soustelle avec nous ! » Devant la pression des manifestants qui



◀ La foule est partout, en ce matin du 2 février 1956. Alger regarde de toutes ses rampes, de ses balcons, de ses passerelles, de ses terrasses. Dans cette ville bâtie en arène, l'esplanade de la gare maritime est devenue la piste où le spectacle a lieu. Aux premières loges, on n'a pas hésité à grimper sur le toit d'une fourgonnette, qui s'enfonce désespérément, devant un agent.

E.C.P.A.



Tandis que le ▶ bateau s'éloigne, la foule pleure et chante *Ce n'est qu'un au revoir, Soustelle.* Bouleversé, Soustelle salue Alger, du geste des sportifs. Il n'oubliera plus ! Entre la ville et l'homme, des liens viennent de se nouer, qui primeront toujours et feront de Soustelle le champion de l'Algérie.

André Lefèbvre/Match

'est qu'un au revoir "

affluent, le service d'ordre ferme les grilles de la gare maritime. Elles sont aussitôt escaladées. Les C.R.S. apparaissent, accueillis par une volée de quolibets. Mais devant leur réaction bon enfant, les railleurs changent de tactique et les applaudissent. Huit *Vampire* passent dans le ciel chargé de nuées. Se déroule alors un fait extraordinaire. Comme il descend de sa voiture pour saluer la délégation officielle, Jacques Soustelle est littéralement enlevé par la foule. Il disparaît dans une vague humaine, submergé sous les effusions. On le dégage avec peine tandis que *la Marseillaise* de la nouba des tirailleurs est couverte par les « Restez, Soustelle ! » qui se font de plus en plus violents.

La pression du peuple est telle que le dernier gouverneur de l'Algérie doit se hisser sur une auto mitrailleuse pour y échapper. Les généraux Lorillot, Frandon et l'amiral Auboyneau l'y rejoignent.

De cette tribune improvisée, il dit alors son « au revoir » à la population. Celle-ci, brusquement, s'est tue aux alentours, tandis qu'un formidable murmure descend de la ville vers le port.

« Mes amis, écoutez-moi ! Si vous voulez que je continue à défendre l'Algérie, il faut que je rentre en métropole. Il convient donc que je parte dignement pour poursuivre mon action. Demeurez dans la dignité et le calme. Je vous remercie des marques de sympathie et d'estime que vous me témoignez. Vive la France ! Vive l'Algérie ! » Les cris redoublent. « Restez, Soustelle ! », agrémentés bientôt de « Soustelle au pouvoir », « Vive l'armée ! ».

Le rodéo des spahis

C'est alors l'un des moments les plus émouvants qu'ait connus cette grande ville ivre de passion que fut l'Alger des pieds-noirs. La foule, d'un même cœur, a entrepris de chanter la vieille complainte scoute, *Ce n'est qu'un au revoir, mes frères*. Un grand frisson passe. Mais le blindé sur lequel Soustelle a pris place n'avance pas d'un pouce. Le chauffeur déclenche en vain sa sirène : des jeunes filles se sont couchées devant les roues du véhicule ! *La Marseillaise* retentit à nouveau, accompagnée de cris mille fois répétés : « Ne partez pas ! », « Au palais ! », « Soustelle au pouvoir ! ».

La marée humaine tente alors d'éloigner le gouverneur de la gare maritime : l'escorte de spahis intervient et dans un habile rodéo dégage le véhicule, mais des étudiants bloquent l'entrée avec une passerelle. Des gardiens de la paix l'enlèvent. Elle est remise en place. Finalement, le dernier « point d'appui » cède sous la poussée conjuguée des C.R.S., des gardiens de la paix et des tirailleurs.

C'est aussitôt la ruée vers le quai et les terrasses de la gare. Tandis que les spahis, sabre au clair, poursuivent leur exercice de manège dans la foule, la passerelle d'embarquement est levée par une grue pour éviter l'envahissement du navire. Le gouverneur, entouré de poli- ▶

les drapeaux en deuil

ciers, est littéralement hissé à bord par une échelle de coupée.

Un rayon de soleil éclaire les boulevards, les rampes, les maisons. Des milliers de mouchoirs, d'écharpes s'agitent comme un vol de colombes au-dessus de la foule. L'instant est pathétique, indescriptible. Mme Soustelle et le gouverneur apparaissent à la poupe de l'*El-Djezaïr* pour un ultime salut. Les gens pleurent. Le paquebot largue enfin sa dernière amarre avec une heure de retard sur l'horaire prévu. Il est 13 h 30 quand il file vers la passe, escorté de remorqueurs et de chalutiers battant grand pavois. La batterie de l'Amirauté tire la salve réglementaire. La musique de la garnison joue encore la *Marche consulaire* et c'est, une dernière fois, repris par des milliers de voix, *Ce n'est qu'un au revoir, mes frères.*

Sur les boulevards Front-de-Mer, les banderoles frémissent dans un vent de tempête. Tous les drapeaux ont été mis en berne.

A bord de l'*El-Djezaïr*, Soustelle, bouleversé, rédige à la hâte un message à la population :

Vous m'avez apporté ce matin, à ma femme et à moi-même, un témoignage inoubliable de confiance et d'affection. Nous l'avons reçu avec une émotion profonde, amis connus ou inconnus. Pour ce qui me concerne, je sais que cet hommage s'adressait moins à ma personne qu'à l'action que j'ai menée et à l'esprit qui l'a animée. Je n'oublierai pas l'éclatante approbation que le peuple d'Alger a manifestée. Que tous, maintenant, s'efforcent, comme je le souhaite ardemment, de travailler à l'union fraternelle de tous les Algériens. Merci encore une fois. Vive l'Algérie française !

Désormais, dans tout ce qu'il va entreprendre, Jacques Soustelle restera conditionné par l'adieu d'Alger. H

Jean TAOUSSON

L'*El-Djezaïr* va sortir de la merveilleuse baie d'Alger.



Photo R.G.B.

Photo Paris-Match

L'ALGÉRIE "



Sur la route de Philippeville à Constantine, on vient de tuer 18 musulmans. On commence à tuer « comme on déboise », chaque jour, sur les sentiers, les chemins de terre, au milieu des champs, au bord d'un oued, entre deux pieds de vigne, pour un fantôme d'argument ou pour de l'argent. Par consigne politique ou en guise de règlement de comptes. On peut tuer aussi par inadvertance. Qui pourra décrire ces meurtres à la sauvette, un peu partout, et cette escalade de cadavres ?

Dans son esprit et dans son cœur, Jacques Soustelle emporte les images splendides, et parfois atroces, d'une Algérie où le terrorisme fait rage et où l'engrenage terrorisme-répression continue. Ici, c'est une petite mairie attaquée.

Ici, c'est, à ► Philippeville, après un attentat, l'émeute, et, pour faire cesser l'émeute, l'intervention de l'armée. Des casques, des armes, des chiens. Dans la rue déserte, un spectacle de désolation, qui n'émeut plus personne. L'enfer algérien a commencé.



Photo Paris-Match

SOUFFRANTE ET AIMÉE "

QUAND Soustelle embarque sur l'*El-Djezaïr*, au matin du 2 février 1956, il laisse derrière lui une Algérie plongée dans une inquiétante conjoncture.

L'insurrection a quinze mois. « Et le temps, comme dit le général Parlange, n'a pas travaillé en notre faveur. »

La situation s'est dégradée au point d'être franchement mauvaise dans le domaine politique et plus que préoccupante sur le plan militaire.

Selon l'expression consacrée, la rébellion a fait tache d'huile : de l'Aurès, qui a curieusement recouvré un calme relatif après avoir mis le feu aux poudres, elle s'est étendue dans le nord et l'est du Constantinois, a débordé vers la Petite et surtout la Grande Kabylie et poussé jusque dans la Mitidja.

A l'autre bout du pays, l'Ouest oranais, dans le triangle Tlemcen-Marnia-Nédroma, connaît aussi des troubles. Certes, d'immenses portions de territoire ne signalent aucune explosion de violence. C'est le cas notamment de l'arrondissement de Sétif, pourtant fief du nationalisme et patrie de Ferhat Abbas, de tous les parcours présahariens, du Sahara lui-même, de l'arrondissement de Médéa, de la vallée du Chélif, des quatre cinquièmes de l'Oranie, des agglomérations d'Alger et d'Oran.

Mais les infiltrations de bandes, facilitées par le relief tourmenté, font peser sur ces régions une menace permanente.

Ainsi, la rébellion algérienne s'appuie, comme on le constate au regard des zones de pourrissement, sur le Maroc et la Tunisie où elle trouve de l'aide et des complicités.

C'était en grande partie pour éviter cela que la France, autrefois, avait entrepris la conquête des ailes du Maghreb. Or la Tunisie et le Maroc sont, en ce début de 1956, sur le point de recouvrer leur indépendance...

« Si tu ouvres une fenêtre à droite et une autre à gauche, dit un proverbe arabe, ne t'étonne pas d'être dans les courants d'air... »

Mais revenons à l'Algérie, où les événements évoluent selon le processus classique dicté par Mao Tsé Toung. La révolution doit être dans le peuple comme un poisson dans l'eau. Sur le terrain, l'action des fellaghas prend rarement la forme du combat militaire, sinon par des embuscades en lieux propices.

Après la tentative de soulèvement du 20 août, qui s'est soldée par un échec complet, les rebelles sont vite revenus à la première phase de la guerre révolutionnaire : la prise en main de la population de gré ou de force.

Les bandes de 40 à 80 hommes, trop repérables, ont été ramenées à des groupes de 20, à l'articulation plus souple. Ces unités, légères et fluides, se déplacent beaucoup mais sur des distances limitées et trouvent, à l'occasion, dans leurs zones d'influence, l'aide logistique et les auxiliaires nécessaires à l'exécution des actions terroristes.

Les attentats, les égorgements, les mutilations visant tous ceux qui sont suspects de fidélité à la France, se sont multipliés. Il faut, avant tout, conditionner les populations et impressionner la métropole.

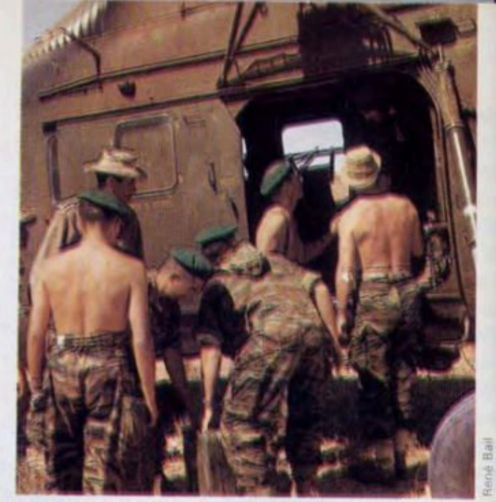
Les bandes détruisent, incendient, pillent. Devant les cadavres des égorgés et les visages grimaçants des mutilés, toute velléité de résistance s'effondre. Le ressort se brise.

Un document saisi dans les cavernes de Djeurf contient des instructions édifiantes :

« Tuer les caïds, présidents et oua- ►



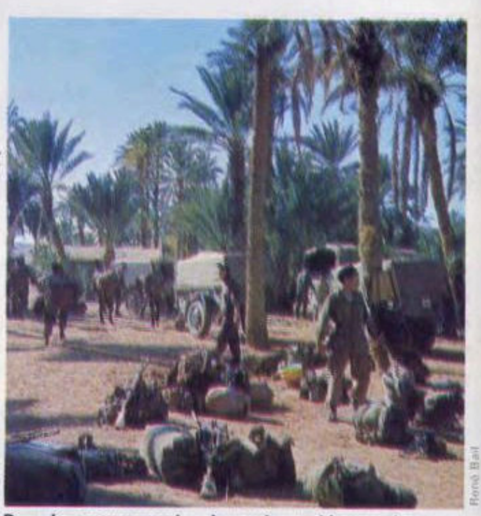
Brêles et chargement d'armes aux frontières de l'Algérie. L'A.L.N. convoie le matériel qui commence à arriver.



Un hélicoptère et des « commandos de marine »...



L'heure de « la soupe » chez les fusiliers marins.



Pour les « commandos de marine », bivouac dans une oasis... Cela semble un peu la guerre au paradis...

février 1956, rapport du général Noiret : "il nous faut l'appui total de la nation"

kafs. Prendre leurs enfants et les tuer. Tuer tous ceux qui paient les impôts et ceux qui les ramassent. Brûler les maisons des sous-officiers en service. Défense de répondre au service militaire. Boycotter le tabac, couper les lèvres à ceux qui fument. »

La rébellion s'organise

Les directives ne sont pas moins rigoureuses à l'intérieur de l'organisation rebelle.

« Il est interdit de faire confiance à n'importe qui, précise le document de Djeurf. La confiance n'existe pas chez nous. Défense à tout militant d'écrire une lettre en témoignant de la considération à une personne... Tout militant ayant des idées contraires à nos principes doit être exécuté. »

Chaque bande a sa zone d'action. Mais leurs chefs, s'ils ont de l'ambition et de l'énergie, peuvent étendre leur domaine et exercer sur certains autres une sorte de suzeraineté.

A cette époque, les liaisons et le transport des armes se font encore en grande partie par la Tripolitaine.

Au début de l'année 1956, l'effectif des rebelles « permanents » évolue entre 15 000 et 20 000. Nous sommes loin des 500 maquisards de novembre 1954 ! Encore faut-il ajouter à ce chiffre les « occasionnels » recrutés sous la contrainte.

Entre le début de l'insurrection et le 1er février 1956, les rebelles ont tué 550 membres des forces de l'ordre : soldats, gendarmes, goumiers, européens et musulmans. Ils ont perdu eux-mêmes plus de 3 000 hommes, dont une forte proportion d' « occasionnels », lors du 20 août 1955.

Dans le même laps de temps, quelque 1 000 civils, 850 musulmans et 150 Européens, parmi lesquels beaucoup de femmes et d'enfants, ont été assassinés. C'étaient, dans leur majorité, des fellahs, petits notables, fonctionnaires locaux, postiers, instituteurs, mineurs (comme ceux d'El-Halia), cheminots.

A ce bilan s'ajoute un nombre incalculable de sabotages.

« Faire disparaître toute trace du colonialisme français. » Mot d'ordre impératif qui commence par viser les écoles. Dans le bled constantinois, elles disparaissent une à une. Les fellaghas mettent le feu aux bâtiments. Souvent, ils commencent par empiler au-dehors les livres et les cahiers pour en faire un autodafé. Quelquefois, ils font sortir instituteurs et élèves et détruisent l'école devant leurs yeux. Les cabines téléphoniques, les agences postales sont également dynamitées. Les lignes sont coupées, les services agricoles stoppés, les collectes d'impôts impossibles, les communications routières précaires. Le recensement ne peut se faire et la justice a perdu sa clientèle musulmane.



A l'enterrement de l'administrateur Dupuy, assassiné à Guentis, dans l'Aurès, Jacques Soustelle. M. Mécheri, délégué musulman à l'Assemblée algérienne, assistait aux obsèques.

Dans plusieurs villages où l'armée, faute d'effectifs, ne peut assurer sa présence, l'organisation F.L.N., en sous main, s'est substituée à l'administration française. Elle perçoit la dîme, juge, défend de fumer, impose le retour au costume traditionnel. Elle recrute et se livre à une propagande qui commence à porter ses fruits. Les populations qui sont soumises à l'influence du Front perdent leur foi en la permanence française. Il faudrait faire vite pour rétablir la confiance dans les esprits, regagner à notre cause les masses hésitantes. Mais cette opération, d'importance primordiale dans ce genre de guerre, ne peut être menée qu'avec des moyens d'envergure, et ce sont précisément ces moyens qui ont manqué jusque-là et manquent encore à la fin de février 1956.

A cette époque, le général Noiret, commandant le Constantinois, adresse au gouverneur général un rapport particulièrement pessimiste: « Les unités françaises, dit-il, sont insuffisamment instruites et mal organisées pour la forme de lutte qu'elles ont à mener. Nous manquons d'effectifs et surtout de moyens adaptés. » D'accord avec Soustelle sur l'inanité des grandes opérations, le général dénonce la lourdeur incroyable, la complexité de la machine militaire, qui commence à s'enliser dans la guerre. Sur les 90 000 hommes dont il dispose, il ne peut en utiliser que 33 000 pour lutter contre les maquisards. Les autres sont affectés à des tâches administratives et subalternes.

Pour être efficaces, les opérations doivent être limitées et montées sur renseignements. Mais ceux-ci ne peuvent être obtenus qu'avec le concours de la population.

Or la population ne nous aidera, dit Noiret, que si l'armée la protège et qu'elle a la conviction que nous resterons en Algérie.

La confiance perdue

Le général signale, d'autre part, que le F.L.N. a adopté une nouvelle attitude. Il mène une véritable action psychologique tant sur les troupes indigènes que sur les populations musulmanes pour donner corps à l'idée nationale algérienne. Il invite les soldats à la désertion et les élus à la démission.

Le général déplore la faiblesse de l'autorité judiciaire et insiste sur le fait qu'il est important pour le moral de la troupe d'avoir l'appui sans réserve de la nation.

Ainsi se présente la situation dans le bled constantinois, identique à peu de chose près en Kabylie et dans l'Ouest oranais, au moment où Soustelle s'apprête à quitter le pays.

Pourtant, en dépit des lenteurs de l'administration et des moyens militaires insuffisants, rien n'est encore perdu.

La lutte d'influence F.L.N.-M.N.A. et les rivalités des chefs de bande, qui s'entretuent dans les djebels, jouent en faveur des Français. A Djeurf, une opération a permis de saisir d'importants documents, dont l'exploitation, si elle est rapide, peut porter un rude coup aux rebelles. Certains maquis donnent des signes de lassitude. Ali Kerbadou, chef du djebel Chechar, fait sa reddition à Khanga-Sidi-Nadji. En Kabylie, les montagnards, las d'être maltraités, rançonnés et massacrés par les bandes, réagissent et demandent l'aide de l'armée.

D'autre part, malgré les tracas politiques, Soustelle a quand même progressé dans son œuvre de pacification.

Avec les moyens du bord et les unités dont il dispose, il a mis en place un quadrillage de sécurité destiné à défendre les fermes et les villages et surtout à ramener chez les musulmans la confiance perdue. Dans le cadre de cette pacification, l'armée se voit attribuer deux sortes de missions : statiques (défense des villages, garde des points sensibles) et dynamiques (poursuite et destruction des bandes). Mais pour cela, il lui faut du monde. De 80 000 hommes en 1955, les effectifs globaux sont passés à 190 000 en février 1956. C'est encore insuffisant. 270 000 soldats seraient nécessaires pour que le dispositif fût enfin efficace.

Sur le plan matériel, Soustelle a fait porter les efforts sur les hélicoptères, mais l'armée n'en possède encore qu'un très petit nombre.

Parallèlement au quadrillage militaire, il s'est surtout préoccupé de l'implantation administrative. Les sections administratives spécialisées ont été créées et confiées à des officiers des affaires algériennes. La réalisation pratique de cette installation a posé un nombre incalculable de problèmes, administratifs, financiers, militaires et psychologiques. Mais, au départ de Soustelle, 347 officiers sont en poste, répartis en onze zones de pacification, dans toute l'Algérie. Là encore ce n'est pas assez, car il en faudrait le double, mais le résultat est encourageant.

Enfin, dans nombre de douars, les fellahs, à qui l'armée fournit des armes, se sont groupés en autodéfense. En Kabylie, où le général Ollié vient de prendre le commandement unique, comme Parlange à Batna, ces formations ne cesseront de se développer. H

Jean KANDEL



Dans le grand Sud,
la danse, barbare et
éblouissante, des nomades.





Louis-Fotogram

ET LE PL
DEVINT

Le vent, le sable, et c'est la vertigineuse architecture de ces dunes fauves, sous un ciel souverainement bleu, dans un silence intense. *Ci-contre,* une compagnie de méharistes.

Ph. Doussin

Le grand historien de l'Afrique du Nord, Émile-Félix Gautier, écrivait en 1908 :

Au Sahara proprement dit, l'événement qui explique la conquête du désert, ce n'est pas la prise de Laghouat ni la victoire de Tit, ce fut l'entrée définitive des chameaux, tout particulièrement des méharis, au service de l'État français...

Et il ajoutait avec un certain humour :

... Entre l'État français et les chameaux, éternellement incapables de se comprendre, il y avait un intermédiaire naturel qu'on a su enfin utiliser : les tribus nomades du Sahara...

En outre, il convient de ne pas oublier les indispensables « intermédiaires » entre les populations du Sahara et les chameaux... à savoir les officiers et sous-officiers des unités sahariennes d'Algérie et d'Afrique noire ainsi que les administrateurs civils et militaires des territoires concernés par cette extraordinaire « aventure ».

Grâce à eux, ont été réalisées, entre 1852 et 1934, pour la première fois dans l'Histoire, l'exploration et la pacification totale du plus grand désert du monde. Mais, comme nous le verrons, le succès de cette difficile entreprise, qui exigea tant d'efforts et de sang, ne fut assuré qu'à partir du jour où, comme le souligne E.-F. Gautier, nous avons pu persuader les grands nomades de nous aider dans notre œuvre pacifique et humaine, et dès que l'aspect politique du problème eut cédé la place à ses incidences purement militaires, les seules envisagées pendant trop longtemps.

Déjà, au début du siècle dernier, pendant la campagne d'Égypte, Bonaparte avait pensé à utiliser le chameau pour combattre dans le désert de Syrie et assurer la sécurité de la vallée du Nil. En créant le « régiment des dromadaires », il ne faisait, d'ailleurs, qu'imiter les Romains, ses lointains prédécesseurs sur cette même terre d'Afrique.

Mais ces différentes expériences n'eurent que des résultats assez limités car ces ancêtres de nos « méharistes », le plus souvent européens, n'étaient pas adaptés aux conditions de vie dans le désert.

US GRAND DES DÉSERTS LA FRANCE SAHARIENNE

La France avait institué en 1957 une organisation commune des régions sahariennes. La défense du territoire était confiée à un général. Le territoire lui-même était réparti entre trois commandements militaires.



1844 : Bugeaud veut "exercer les zouaves e


Ph. Doussin

◄ Un homme bleu. Ces Touareg, aux vêtements teints en indigo, qui peuvent, avec dix jours d'eau, parcourir 1 000 kilomètres et dont le pays (le Hoggar), l'histoire et la légende ont fasciné des générations de sahariens. Le Hoggar, au centre du désert, est le fief des Touareg. C'est dans ce massif, à 2 804 mètres d'altitude, au pic de l'Assekrem, que le P. de Foucauld avait construit son ermitage. Le Hoggar est constitué de basaltes noirs et de granites mauves.

Ph. Doussin

Les mêmes erreurs furent commises par les chefs du corps expéditionnaire d'Alger quand, à partir de 1840, après avoir occupé les hauts plateaux algériens, ils se heurtèrent aux espaces sahariens d'où surgissaient de nombreux raids dévastateurs.

La conquête des palmeraies

La construction d'une ligne de postes fortifiés le long du Tell et « dominant le Sahara » se révéla rapidement insuffisante et il fallut entreprendre des expéditions de plus en plus importantes en vue de l'occupation des oasis, dont le plus célèbre épisode fut la prise d'assaut de Laghouat en 1852.

En 1844, Bugeaud avait confié au légendaire Yousouf la mission d'« exercer les fantassins, zouaves et tirailleurs de la division d'Alger à l'équitation du dromadaire »... Les résultats ne furent guère brillants et l'on envisagea même de recruter les futurs méharistes parmi les marins..., plus habitués à affronter le roulis combiné avec le tangage que provoque la marche si particulière du « vaisseau du désert »... Cet échec de « méharisation » de l'armée d'Afrique devait retarder de plus de trente années la pacification du Sahara et provoquer des catastrophes comme celle de l'anéantissement, à Bir-el-Garama, le 16 février 1881, de la mission Flatters partie en pays targui à la recherche d'un itinéraire pour le chemin de fer transsaharien.

La première jonction terrestre entre l'Algérie et l'Afrique noire, réalisée de 1898 à 1900 par la mission Foureau-Lamy, marque une étape décisive dans la pénétration française au Sahara. Mais alourdie par ses deux cents hommes de troupe régulière et un convoi d'un millier de chameaux, dont plus de la moitié périt en route, elle atteignit le Niger avec un an de retard sur l'horaire prévu.

A la même époque, l'occupation d'In-Salah, réalisée avec le goum d'El-Goléa et des moyens très réduits par le lieutenant Pein, allait permettre la conquête des palmeraies du Tidikelt, du Gourara, du Touat et de l'oued Saoura et d'obtenir la soumission des sédentaires de l'extrême Sud algérien.

Sur la rive opposée du « grand désert », les troupes coloniales françaises se trouvent, elles aussi, en 1900, face aux seuls nomades après une progression beaucoup moins profonde effectuée le long des fleuves Sénégal et Niger et de la dépression du Tchad.

Laperrine le saharien !

L'occupation des dernières oasis algériennes allait poser des problèmes très difficiles à résoudre avec les servitudes de l'acheminement, à partir du Tell, du

les tirailleurs de l'armée d'Afrique à l'équitation des dromadaires"



◄ Sous leurs tentes noires, les nomades, qui vont où peuvent paître et boire leurs chameaux, qui font ces longues cohortes de voyageurs solitaires qu'on aperçoit, soudain, dans le sillon des dunes et qui surgissent de l'ombre pour entrer dans l'aveuglante lumière saharienne. Ils sont les passeurs d'armes, ou de tissus, ou d'épices, ou de sel. Les éternels caravaniers...

Une oasis, ► ville-jardin du désert. Le temps y passe sans modifier le paysage ni les costumes ni les coutumes. Ils sont le fait du climat, de la solitude, de l'éloignement. Des palmes par-dessus les murs en torchis, et des ruelles de sable qui étouffent le bruit des pas. On n'y entend que les voix, le vent, le bruit de l'eau. Le Sahara impose à l'homme sa pureté et sa grandeur...

Ph. Doussin

ravitaillement des troupes régulières, incapables de subsister sur place.

Il fallut organiser des convois de chameaux de plus en plus importants et affecter la majeure partie des unités combattantes à leur protection.

Tout cela entraînait des frais considérables sans parler de la perspective de voir bientôt disparaître une partie notable du cheptel camelien de l'Algérie et même de la Tunisie. (A titre d'exemple de cette hécatombe, les seules opérations effectuées en 1900 par les divisions d'Alger et d'Oran nécessitèrent la réquisition de 34 000 chameaux, dont près de 25 000 succombèrent en route.)

Cet aspect financier et économique du problème devint si crucial qu'il fit même envisager, en février 1901, l'évacuation des oasis sahariennes.

Fort heureusement pour notre prestige en Afrique du Nord, ce plan de repli ne fut pas approuvé par le ministre de la Guerre, qui accepta, enfin, d'étudier les projets d'adaptation des troupes du Sud algérien à leurs nouvelles missions présentés par le chef d'escadron François-Henry Laperrine, nommé, au début de 1901, commandant supérieur des Oasis sahariennes, à Adrar.

Ce dernier, qui restera l'une des plus belles figures de notre ancienne armée d'Afrique, connaissait admirablement bien le Sahara, y ayant servi longtemps sur ses deux rives : dans les confins algéro-marocains, puis dans le Sud tunisien et enfin au Sénégal, où il créa les premières unités de spahis soudanais.

En 1897, après un séjour en métropole, il retourna au Sahara qu'il ne devait plus quitter.

Cette longue expérience lui permit de mettre au point l'organisation de compagnies méharistes en se basant sur le fait que, pour lutter contre des nomades, il faut employer des nomades.

Mais pour avoir bien en main ces auxiliaires jugés incapables de se plier à une discipline militaire, il fallait respecter leur cadre traditionnel et leurs coutumes parfois anarchiques.

Pour ces raisons, Laperrine voulait que les futures compagnies sahariennes devinssent de véritables tribus nomades, ►



▲ « Il faut que les compagnies sahariennes deviennent de véritables compagnies nomades », disait Laperrine. Elles le devinrent. Une armada de chameaux...

Le Hoggar. ▶ Inquiétant. On l'appelle aussi Ahaggar. Une sorte de forteresse dont le donjon atteint 3 006 mètres. C'est le massif de l'Atakor. Les Arabes l'appellent Koudia. Le soleil y donne des orgies de couleurs.

◀ Le soleil blondit les pierres, le torchis, et donne à ces ruelles un air de mystère serein. A la première pluie (et elles sont torrentielles), ces murs fondraient comme du sucre. Mais il ne pleut presque jamais, ici.

Ph. Doussin

chameaux ou un cheval), celle-ci devenant la propriété de l'État français après règlement de sa valeur aux nouveaux engagés.

La vitesse du chameau

Chaque saharien percevait une arme et un paquetage réduit. Avec sa solde et ses indemnités spéciales, il était tenu d'assurer lui-même sa subsistance et celle de sa monture.

Ainsi équipé, un méhariste portant dix jours d'eau, des vivres pour un mois et deux cents cartouches, était capable de parcourir 1 000 kilomètres sans ravitaillement et d'accomplir des étapes de 80 kilomètres...

On cite l'exploit d'un détachement léger ayant couvert 150 kilomètres en vingt-quatre heures !

C'est avec cette troupe d'une légèreté et d'une rusticité incomparables que Laperrine allait pouvoir entreprendre la pacification du Sahara central. A la fin de 1905, il avait à sa disposition les unités suivantes :

● *La compagnie saharienne de Colomb*, chargée de la sécurité des oueds Zousfana et Ghir, uniquement composée de fantassins et de cavaliers ;

● *La compagnie saharienne de la Saoura*, basée dans l'annexe de Beni-Abbès.

● *La compagnie saharienne du Touat*, spécialement chargée de l'occupation et de la défense du groupe d'oasis Touat-Gourara.

● *La compagnie saharienne du Tidikelt*, basée à In-Salah, était chargée d'assurer le contrôle des Touareg ralliés.

Ces deux dernières unités, spéciale- ▶

les compagnies nomades, étrange armée des dunes, encadrée par des officiers "inspirés"

astreintes à un minimum de service et placées sous l'autorité paternelle mais ferme d'officiers des affaires indigènes et de gradés français volontaires, capables de mener la vie rude et sobre de leurs hommes.

De plus, chaque formation devrait avoir une organisation intérieure correspondant à sa mission et à la région dans laquelle elle était destinée à opérer. Cette souplesse de conception administrative devait être difficilement admise par l'état-major de l'armée et les services financiers du ministère.

Un fait d'armes, resté célèbre dans l'histoire du Sahara, allait, le 7 mai 1902, donner définitivement raison à ceux qui assuraient que la pacification du désert ne pouvait être poursuivie qu'avec des troupes spéciales. Il s'agit du combat de Tit au cours duquel le goum du lieutenant Cottenest, formé à l'aide de nomades du Tidikelt récemment soumis et d'une cinquantaine de Chaambas, mit en déroute un « rezzou » de 300 Touareg.

1905 : on recrute comme au chantier

En effet, le décret du 1er avril 1902 autorisait la levée des compagnies méharistes du Gourara et du Touat à l'aide « d'indigènes recrutés au Sahara même, capables de se nourrir et de s'entretenir sur place, d'où suppression des transports si onéreux que les convois de ravitaillement nous imposent ».

Cet extrait du rapport de présentation au président de la République montre que le point de vue financier continuait à prévaloir dans les hautes sphères gouvernementales, qui continuaient à ignorer le rôle politique essentiel des nouvelles formations.

Aussi l'évolution des compagnies sahariennes était-elle loin d'être achevée. Ce fut la grande œuvre de Laperrine, qui s'efforça de les transformer en unités aussi aptes à assurer la police du désert qu'à « apprivoiser » nos adversaires du moment, destinés à devenir, dès que possible, nos amis.

Il fut considérablement aidé dans cette tâche par l'admirable « équipe » des officiers des affaires indigènes et des cadres subalternes français attirés par cette extraordinaire aventure dans le désert.

D'autre part, le rattachement, en juillet 1903, du commandement des Oasis à la subdivision militaire d'Aïn-Sefra allait placer Laperrine sous les ordres directs du général Lyautey, qui, on peut s'en douter, fut entièrement d'accord avec lui pour rendre plus efficace la protection de l'oued Saoura et des confins algéro-marocains contre les incursions des nomades Beraber de l'Ouest.

Enfin, dans cette mission de pénétration pacifique, il ne faut pas oublier l'action du P. Charles de Foucauld, le grand ami de Laperrine, qui, après une jeunesse agitée et un sensationnel voyage de reconnaissance au Maroc, était entré dans les ordres et avait obtenu l'autorisation des autorités religieuses et militaires d'aller se fixer au Sahara pour y vivre en ermite.


Fotogram


Ph. Doussin

Finalement, ce n'est que le 1er août 1905 qu'un décret rendit officielle l'existence des compagnies sahariennes.

Chaque unité, commandée par un capitaine assisté de trois ou quatre lieutenants, tous appartenant au service des affaires indigènes, et d'un médecin militaire, formait corps et s'administrait isolément.

Une vingtaine de sous-officiers et gradés français, tous volontaires, assuraient l'encadrement de la troupe, dont l'effectif total pouvait varier de 180 à 300 hommes selon le type d'unité.

Le recrutement s'effectuait « à la commission », c'est-à-dire par contrat passé directement avec le commandant de la compagnie — qui était en même temps chef du bureau des affaires indigènes local — et susceptible d'être dénoncé à chaque instant par l'une ou l'autre des parties contractantes. Après une certaine période d'épreuve, le saharien pouvait souscrire un engagement, puis rengager par la suite.

Il devait fournir sa monture (deux



Ph. Doussin

◄ **Le Sahara violé ! Des routes goudronnées et, sous les palmes, de l'autre côté de la route, un toit de tuiles roses sur une architecture provençale. Maintenant, le Hoggar appartient aussi aux touristes. On y organise des méharées.**

Le méhari, à la morphologie préhistorique, aux colères assourdissantes. Il a fait son apparition à la fin de l'Empire romain. C'est par lui que le nomade a conquis le désert, perché sur cet étrange vaisseau aux longues jambes.

ment aptes à effectuer des raids à longue distance, avaient en permanence la moitié de leur effectif en tournée de nomadisation et restant parfois six à huit mois sans retourner à la base.

Dix ans après la constitution des compagnies sahariennes, la pacification du Sahara aurait pu être terminée en continuant d'appliquer la grande idée de Laperrine : faire mieux aimer la France en arrachant au désert ses secrets.

Malheureusement, le déclenchement de la première guerre mondiale va remettre tout en question. Le général Laperrine et une partie de son équipe d'officiers partirent pour le front de France. Ceux qui les remplacèrent manquaient parfois d'expérience et ne purent empêcher leurs administrés d'être au courant des revers de nos armes en Europe, d'où une perte de prestige particulièrement néfaste en milieu musulman.

La guerre sainte contre les Français est prêchée dans le Sud tunisien et les Touareg sont soumis à une propagande intense de la part de leurs coreligionnaires de l'Est. En 1916, après la chute de Djanet et malgré les efforts héroïques de nos unités sahariennes, la dissidence atteint les Ajjer, puis le Hoggar tandis qu'au sud le poste d'Agadès était soumis à un siège de quatre mois.

C'est alors que le général Lyautey, ministre de la Guerre de l'époque, eut l'idée de créer un commandement unique pour l'ensemble des territoires sahariens et de le confier à son ancien subordonné, le général Laperrine, qui commandait alors une division sur la Somme.

L'exploit de Lecocq

Les résultats furent presque immédiats : la confiance revint au cœur des Français et de nos amis restés loyaux. Laperrine accomplit d'incessantes tournées d'apaisement et poussa même jusqu'à Tombouctou, tandis qu'il chargeait Moussa al-Amastane, amenokal des Touareg, de ramener ses frères à la raison.

Néanmoins, il fallut plusieurs années avant de rétablir le calme dans l'Est saharien et achever la pacification du Tibesti après le retour des Italiens au Fezzan, en 1930.

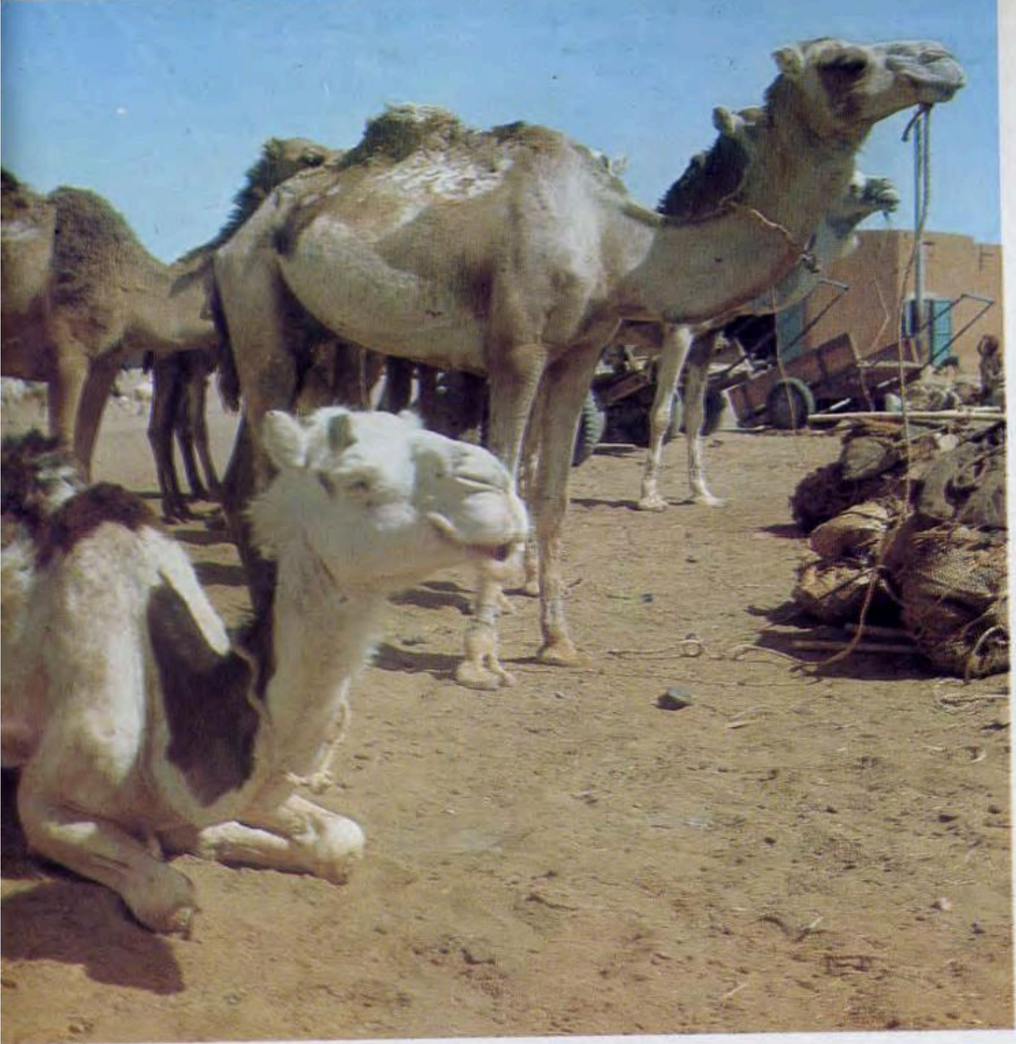
La compagnie saharienne des Ajjer, créée en 1924, fut spécialement chargée d'assurer la sécurité de cette zone et effectua plusieurs liaisons avec le sud, la plus spectaculaire étant celle de la traversée directe du Ténéré par le détachement du lieutenant Busset qui, en 1934, relia Djanet à Agadès en soixante-seize jours de marche, dont dix-huit sans trouver un point d'eau.

La situation dans l'Ouest saharien reste stationnaire jusqu'en 1934, date à laquelle l'occupation du Sud marocain permit au général Giraud, commandant les confins algéro-marocains, de régler le problème des nomades du Sahara occidental par une action combinée vers Tindouf, suivie d'une tardive occupation du Rio de Oro par les Espagnols.

Entre-temps, les « rezzous » Reguibat, Beraber, Tekna purent opérer jusque dans l'Adrar mauritanien et les unités méharistes algériennes et coloniales durent multiplier les contre-rezzous, ou reconnaissances, toujours très pénibles et parfois très meurtriers.

C'est ainsi qu'entre le 1er novembre 1931 et le 1er septembre 1932, les 700 hommes des groupes nomades de Mauritanie eurent 110 tués au combat (dont trois officiers et cinq sous-officiers). A cette même époque se situe l'extraordinaire exploit réalisé par le capitaine Lecocq, qui, avec son groupe nomade de Chinguetti, se lançant à la poursuite des assassins du lieutenant Mussat, parcourut dans une région sans eau 750 kilomètres en une semaine et livra deux combats victorieux.

Au nord, les sahariens de la Saoura, aidés par les compagnies montées à mulet de la légion étrangère, puis par les goums sahariens marocains, menèrent pendant une quinzaine d'années une



Ph. Doussin

lutte incessante qui se termina, le 1er mars 1934, par l'occupation de Tindouf et la liaison avec la Mauritanie, qui marquent l'achèvement de la pacification de l'ensemble du Sahara français.

A ce moment, le règne du chameau était achevé par suite de l'utilisation progressive des moyens fournis par la technique moderne.

La radiotélégraphie, l'automobile et l'avion accrurent considérablement les possibilités d'emploi des troupes du désert tout en ne modifiant pas leurs qualités propres.

La guerre de 1939-1945 ne concerna directement que le Sahara oriental, mais, à la différence de celle de 1914-1918, elle opposa entre eux des Européens – Français et Italiens – disposant de troupes autochtones.

A partir de novembre 1942, à la reprise du combat par l'Afrique du Nord, ils aidèrent, par des actions de harcèlement le long de la frontière libyenne, la progression des troupes alliées dans le Sud tunisien et celle de la colonne des Français libres du général Leclerc, venue d'A.-E.F. par le Tibesti et le Fezzan.

Les importants points d'appui italiens de Ghadamès et de Ghat capitulent fin janvier 1943, terminant ainsi la conquête du Fezzan entreprise par Leclerc dès 1941 par les célèbres raids sur Koufra et Mourzouk, premières victoires de la France libre.

Après la fin de la seconde guerre mondiale, les troupes sahariennes reprennent leurs missions habituelles et étendent leur zone d'action par l'occupation du Fezzan, qu'elles assurent jusqu'en 1952 avec l'aide de la compagnie saharienne du Sud tripolitain et de la 3e compagnie saharienne portée de la légion étrangère.

En 1947, une réorganisation des unités est entreprise et à cette date existaient :

- *Dans le Sahara algérien :* cinq compagnies entièrement méharistes : Touat (Adrar); Saoura (Tindouf); Tidikelt-Hoggar (Tamanrasset); Tassili (Fort-Polignac); Erg oriental (El-Oued); deux autres, équipées de véhicules tout terrain, devenaient les compagnies sahariennes portées de la Zousfana (Colomb-Béchar) et des Oasis (Ouargla);
- *Dans le Sahara méridional :* les groupes nomades d'Arouane, de Timatrine, du Kanem, du Borkou, de l'Ennedi, d'Agadès qui, par la suite, auront comme supports les compagnies sahariennes motorisées d'A.-O.F. (Atar, Tombouctou, Gao, Agadès) et d'A.-E.F. (Abéché, Moussoro, Largeau).

Une fidélité exemplaire

Mais, bientôt, le Sahara va perdre sa réputation de « désert parfait » sans intérêt économique. Dès 1948, sa prospection géologique, entreprise sur une grande échelle, permet de déceler des gisements très importants de houille, de minerais divers et surtout d'hydrocarbures liquides et gazeux.

Depuis lors, on aurait pu penser que les successeurs de Laperrine avaient terminé leur mission dans le « grand désert ».

Mais le Sahara, malgré son relatif isolement géographique, ne pouvait rester à l'abri des remous provoqués par l'accession à l'indépendance de nos protectorats d'Afrique du Nord et des colonies du continent noir.

Les répercussions de la rébellion algérienne s'y manifesteront avec un certain décalage parmi les populations sédentaires tandis que les grands nomades chercheront à reprendre leur indépendance après cinquante années d'une paix française qui avait mis fin à leurs querelles raciales et à leurs rivalités tribales.

Pourtant, nos unités méharistes resteront, en dépit de quelques défections, comme celle d'éléments de la compagnie du Touat en octobre 1957, parmi les plus fidèles de notre armée d'Afrique, si profondément déchirée depuis novembre 1954 en Algérie. **H**

Colonel Y. JOUIN



Collection Letellier/Ph. Griscelli

Le képi bleu des méharistes, avec l'étoile et le croissant. L'écusson de la compagnie saharienne du Tassili, au Hoggar. L'insigne de cette compagnie, sur fond d'émail bleu. Chaque unité avait le sien.

E.C.A.

UNE ARME DÉLICATE : L

LA rébellion algérienne a deux mois quand 1955 voit le jour... Cette année sera marquée, du côté français, par la nomination de Jacques Soustelle au poste de gouverneur général de l'Algérie, par l'accession d'Edgar Faure à la présidence du Conseil.

En Algérie, l'insurrection va déborder le cadre de l'Aurès. La « guerre » se dessine alors, brutale et sanglante.

Des « Viets » aux « Fells »

Le bilan est douloureux quand 1956 prend le relais. A Paris, Guy Mollet succède à Edgar Faure. Il va renouveler la nécessité de l'union indissoluble entre la France et l'Algérie, proclamer le respect de la personnalité algérienne, tandis que Robert Lacoste, nommé ministre résident chargé des affaires d'Algérie, remplace Soustelle.

En août, les nationalistes algériens préciseront leurs intentions au « congrès de la Soummam », forts des appuis et des sympathies agissantes trouvés à l'étranger.

Les rebelles qui constituent l'amorce de l'Armée de libération nationale feront régner sur le Constantinois, l'Est algérois, l'Ouest oranais un régime de terreur, en utilisant souvent, avec efficacité, la connaissance du pays, la formation de maquis dans des régions au relief tourmenté et à la végétation dense et en multipliant menaces, exactions, attaques et assassinats.

Ce seront aussi, à Alger, les premières manifestations du terrorisme urbain.

Devant cette situation inquiétante, le gouvernement français, recherchant une formule, donnera un sens précis au mot de pacification, déjà avancé par Soustelle.

Les « forces de l'ordre » s'évertueront seulement à pourchasser et à détruire les bandes de « hors-la-loi », qui accomplissent leurs forfaits la nuit et, par surprise, le jour. Ces forces ne font pas la guerre, car à cette époque la France tient à maintenir ses soldats engagés en Algérie sur le terrain absolu de la légalité, de la justice et du strict rétablissement de l'ordre. Un nombre important



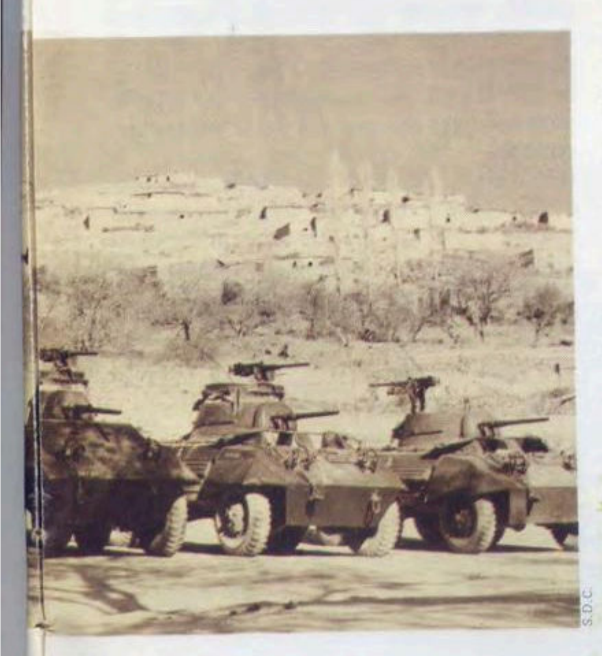
Le S.D.C. va parcourir tout le territoire, dans un dessein de propagande. Mais il s'agira surtout de « remettre un peu d'ordre dans le désordre des âmes ». Le S.D.C. dépend du 5e bureau d'action psychologique, créé en Indochine, pour le renseignement, la contre-propagande et la persuasion. Ici, un camion du S.D.C. au début de 1955, en mission à Arris.

Un officier S.A.S., képi bleu sur la table, au milieu de ses administrés. Une S.A.S., c'est une section administrative spécialisée. Au printemps de 1955, le gouvernement fait appel au renfort des officiers des affaires indigènes du Maroc, ou des affaires sahariennes d'Algérie.

Très vite, les képis ▶ bleus vont devenir familiers aux enfants et aux villageois. Par tous les moyens, il faut rétablir le contact là où il a été perdu, le maintenir et le resserrer. Ce n'est pas une vaine propagande, et l'action psychologique prendra, chez certains officiers S.A.S., valeur de sacerdoce. Ici, une séance de cinéma, donnée par les cinébus de l'armée.

E.C.A.

ACTION PSYCHOLOGIQUE



S.D.C.

de rebelles sera cependant mis dans l'impossibilité de nuire.

C'est donc dans un climat lourd et incertain que, dès 1955, on commencera à parler, dans les milieux civils et militaires, d'action psychologique et d'implantation du 5e bureau, à l'échelon de l'état-major supérieur interarmées Algérie-Sahara et de la Xe région, ainsi qu'à celui des zones, secteurs, sous-secteurs, quartiers et unités.

Né en Indochine, le 5e bureau est un outil structuré et moderne de renseignements, de contre-propagande et de persuasion. En Algérie, alors que l'armée fait également front à la guerre révolutionnaire que conduit le F.L.N., il comptera dans ses rangs nombre d'officiers, sous-officiers et hommes de troupe, d'origine française et musulmane, convaincus de l'efficacité des contacts humains, des méthodes audio-visuelles et de l'action directe sur les esprits. Beaucoup ont fait leurs classes à la dure réalité des combats et de la guérilla d'Extrême-Orient et des camps de prisonniers des Viets. D'autres, arabisants et berbérisants, appartiennent au corps des affaires militaires musulmanes.

Certains, encore sous le coup de l'image du drapeau français amené en terre indochinoise et des souffrances physiques et morales endurées, se ressaisiront vite devant la tâche exaltante qui les attend en Algérie. Persuadés qu'une guerre subversive est avant tout une lutte politique et constructive, étayée obligatoirement par des rapports incessants avec les populations, ils se mettront au travail avec détermination et application.

Caméras et propagande

En s'organisant méthodiquement et en se dégageant du complexe indochinois, le 5e bureau va trouver, au Gouvernement général de l'Algérie, une organisation civile en place et bien rodée qui, depuis sa création, en 1943, a fait ses preuves, en matière de propagande, d'éducation, d'information des masses, de détente des esprits et, bien entendu, de collecte de renseignements.

Anciennement Section de propagande ▶

sous l'impulsion de Robert Lacoste, l'action psychologique va progresser de mois en mois


Le Service de ▶ diffusion cinématographique, en Algérie, étendait sa mission d'information aux civils européens et aux cadres de l'armée. Il organisait, par arme, des journées d'action psychologique. Ici, des représentants de l'armée de l'air au cours d'une séance de travail préparée par le S.D.C.

S.D.C.


L'action ▶ psychologique, ce ne sont pas seulement des films et des harangues, c'est aussi donner aux populations prises dans la guerre une certaine image de la paix française. Et pour la créer, il faut « que, sur les murs, les slogans aient l'air de credos ». C'est le pain partagé, comme les saisons...


◀ Il ne fallait pas « pousser » beaucoup les musulmans pour les faire venir aux séances cinématographiques du S.D.C. Une partie du public, à Aïn-Beïda, dans le Constantinois. Près de 3 000 spectateurs ont, ici, regardé, entre deux films de propagande, la séquence de Charlot pâtissier, ou de Popeye, ou de Mickey Mouse. Le F.L.N. essaiera de saboter les séances, sans obtenir de grands succès.

S.D.C.

du centre d'information et d'étude de l'ex-Direction des affaires musulmanes et de l'ex-Direction des réformes, elle est devenue, sous l'appellation de *Service de diffusion cinématographique de l'Algérie* (S.D.C.), le fer de lance du service d'information des cabinets civil et militaire du gouverneur et souvent le porte-parole de certaines directions du Gouvernement général.

Les cinébus : technique et persuasion

Il semble utile de signaler que rien de sérieux n'avait été entrepris officiellement à Alger, jusqu'en 1943, pour assigner un rôle de premier plan au cinéma et à l'action psychologique, au sens le plus complet du mot. Ce fut la guerre qui changea le cours des choses, le IIIe Reich, Rome et ensuite le *Psychological Office* américain ayant démontré que le septième art est une arme dans une campagne de propagande et de persuasion morale.

En poursuivant leur tâche et leur mission, dès les premiers mois de 1955, le chef du S.D.C., ses collaborateurs et techniciens eurent des contacts nombreux au siège du service avec les responsables et les membres du 5e bureau. Des journées d'information et de mise en condition furent organisées à un rythme accéléré, afin d'expliquer que deux grands facteurs dominaient la vie du Service de diffusion cinématographique : le facteur technique et le facteur psychologique.

Cet organisme disposait alors, pour son action en Algérie, de quatre « cinébus » équipés de projecteurs de 35 mm avec amplificateurs et cabines surélevées


Dans le secteur ▶ Aurès-Nemencha, toujours le cinébus du S.D.C., mais, cette fois, escorté par la légion sur la piste de Seïar à Khanga-Sidi-Nadji. Mauvaise route et mauvaise période. C'est en octobre 1956. La révolution s'étoffe dans le coin et le terrorisme atteindra un chiffre inquiétant.

S.D.C.





Le « toubib » : de plus en plus, le bled sera sillonné par les camions de l'A.M.G., l'assistance médicale gratuite, et le sens humanitaire d'une mission l'emportera sur les besoins de la propagande. Le « toubib » a toujours été, jusque dans les douars, avant la rébellion, un personnage tabou. L'homme du savoir.

vées de *public address*, uniques au monde quant à leurs conception, aménagement et forme, d'une camionnette avec appareils de format 16 mm pour projections sonores dans des zones inaccessibles aux « cinébus » ou pour des séances en salle, en période de mauvais temps. Quatre groupes électrogènes très puissants, sur camions, complétaient les moyens du S.D.C. et lui donnaient, en matière de cinéma urbain et rural en plein air ou sous abri, la plus large autonomie.

Installé dans un vaste bâtiment conçu spécialement pour lui, ce service possédait, outre une salle moderne de projections et de conférences, une filmothèque en perpétuel accroissement, comportant de nombreuses copies de film sonorisées en français, en arabe dialectal ou en arabe de presse et en kabyle, des bureaux, des dépendances, un stand d'enregistrement et de vérification, ainsi que des ateliers de mécanique auto et de technique son et électricité. Toute une organisation...

Lacoste perméable

Sa filmothèque, soigneusement composée et adaptée logiquement à des tâches d'information, d'éducation et de détente, était régulièrement alimentée par le service du cinéma, organe officiel de production et d'achat de films, rattaché également au cabinet du gouverneur. Elle recevait aussi des films du service du cinéma aux armées, à la demande et selon ses besoins.

A la fin de 1956 et en 1957, le parc autos du S.D.C., avec le plein accord de Robert Lacoste, très perméable à tout ce qui avait rapport à l'action psychologique, devait s'accroître d'une manière sensible et utile.

Entre 1946 et 1955, ce service avait réalisé dans l'Algérie du Nord et en certains points du Sahara, plus de 3 000 séances en plein air, ainsi qu'un nombre important de projections en salle, dont quelques-unes réservées exclusivement à des femmes musulmanes. Il avait mis également au point des modalités de prêt de films à des organisations civiles et militaires, officielles ou privées.

Lorsque survint la Toussaint 1954, qui allait donner le jour à une guerre « qui n'a jamais voulu dire son nom » et ▶



◀ Ici, ce n'est pas une séance de cinéma. C'est, sur la place du marché, les refrains militaires et les couplets d'action psychologique. Il arrivait que, lorsqu'un rebelle s'était rallié, il expliquât au micro les raisons de son ralliement. Certains le firent à contrecœur. D'autres avec zèle. Quelle était alors la part de sincérité ?

S.D.C.

remettre de l'ordre sans contrainte dans le désordre des âmes

qu'avait pressentie le S.D.C. grâce à ses informateurs et à ses contacts incessants, le facteur psychologique représentait à lui seul la véritable raison d'être de ce service.

Ses activités de base se composaient en effet d'un ensemble d'études psychologiques, de préparations sur le plan des régions à visiter, d'une connaissance sans faille des milieux arabes ou berbères, de leurs origines, de leurs croyances, de la géographie et de l'histoire des lieux et d'une adaptation aux faits et aux circonstances du moment.

L'autocritique du fellagha

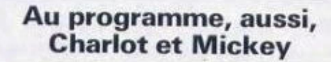
Créateur du S.D.C., j'avais défini longuement pour le 5e bureau ce que devaient être nos rapports et la nature de notre action conjuguée. J'entendais évidemment ne rien changer à mes méthodes, même en cette période particulièrement favorable à la confusion des esprits et aux chutes de prestige. Ce fut tout à l'honneur du 5e bureau de me comprendre.

Le terme de propagande implique souvent une action massive et brutale, qui bouscule et viole la personnalité. L'expérience a démontré que, vite dévoilée, elle s'étiole au point de perdre rapidement tout crédit. L'action psychologique, en revanche, telle que je la concevais et telle que nous devions la revaloriser en commun, avait d'autres dimensions. Elle avait pour but essentiel de remettre un peu d'ordre dans le désordre des âmes, sans contrainte apparente, sans sectarisme outrancier, et en liaison étroite avec les autorités locales et l'armée.

Pour l'Européen du bled et des agglomérations urbaines ou rurales comme pour le musulman, souvent déconcerté, nos séances, qui devaient prolonger les tâches du 5e bureau, allaient, en 1955 et en 1956, apporter une présence animée, un peu de confiance et des sujets de réflexion. Précédées de diffusions de disques musicaux, d'annonces en français, en arabe ou en kabyle, selon le territoire visité, de commentaires, de conseils, de mises en garde nuancées, d'appels au calme et de distributions de tracts, affiches ou affichettes bilingues, ces manifestations n'étaient jamais improvisées. Elles étaient toujours le résultat d'une préparation qui tenait compte de renseignements sur la situation locale et du degré de virulence de la rébellion.

E.C.A.

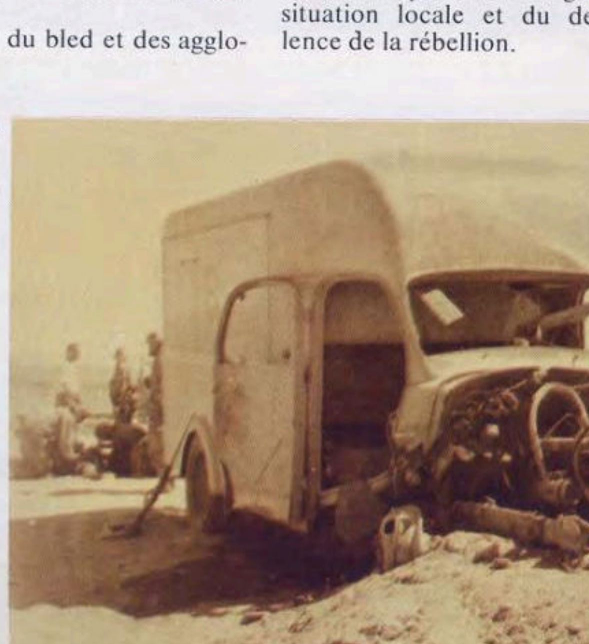
Parfois, un hors-la-loi capturé ou repenti, était conduit au « cinébus ». Utilisant alors le « micro » de la cabine du véhicule, sous le contrôle des responsables du 5e bureau, d'un officier des forces opérationnelles, du chef de bord assisté du speaker, interprète de l'équipe, il faisait son autocritique.



Au programme, aussi, Charlot et Mickey

Il décrivait aussi les conditions précaires de la vie dans les maquis, les faiblesses de l'organisation rebelle, les réactions et souvent la générosité des forces de l'ordre. Il terminait généralement par un appel à ceux qui auraient tendance à sortir de l'orbite française et, afin que nul ne mît en doute sa qualité de fellagha prisonnier ou rallié, donnait des précisions sur son état civil et sur sa commune ou douar d'origine.

La projection venait ensuite renforcer ses assertions en faisant défiler sur l'écran des images documentaires sur l'œuvre française en Algérie, des séquences de prestige, de paix, de travail, d'essor économique, social, médical et la vision d'hommes et de femmes de bonne volonté. Le côté distrayant n'était jamais oublié, afin de mieux détendre les esprits. La farce, la chanson, le sport, le dessin animé étaient le plus souvent employés à cet effet. Outre l'apparition d'acteurs renommés des émissions de Radio-Algérie ou du Théâtre



Un camion-groupe ▶ électrogène du S.D.C. a sauté sur une mine que le F.L.N. a posée entre Colomb-Béchar et Taghit, dans le Sud oranais. Il n'y aura peut-être pas de séance, ce soir, car, sans groupe, pas de cinéma. Et surtout, étendu sur le bord de la piste, l'homme qui conduisait le camion. Il est grièvement blessé.

S.D.C.

L'heure de la visite, à la S.A.S. Il ne faut plus faire des kilomètres pour un toubib. Il y a aussi des « toubibas », des femmes en blouse blanche, qui pansent, qui vaccinent, qui se penchent sur les plaies et donnent de la quinine, des fioles, des tubes.

Comme des ▶ moineaux apprivoisés, les gosses venaient vite rôder autour des cantonnements militaires et des S.A.S. Ils y découvraient des soldats qui savaient aussi jouer avec eux et, parfois, les fascinaient avec de drôles de petites boîtes à musique.



E.C.A.

populaire algérien, Charlot, Mathurin, Mickey, Donald, Pluto devenaient ainsi des personnages dont les facéties s'apparentaient à celles de « Djoha » ou de « Si Borbour », bouffons familiers du folklore arabophone ou berbérophone.

Alors que j'écris ces lignes, j'ai souvenance de la diffusion, un soir, sous la protection renforcée d'éléments militaires, à proximité des montagnes de Mouzaïa, dans l'arrondissement de Blida, d'une série de films en noir et blanc et en couleur, dont certains provenaient du service du cinéma aux armées. Accompagnés de commentaires pertinents, ils avaient été choisis à dessein à l'intention de rebelles signalés par des informateurs dignes de foi.

Tout se passa dans le calme et, quelques jours après le passage du « cinébus », un ralliement spectaculaire de hors-la-loi eut lieu. Certains avouèrent aux responsables du 5e bureau du sous-secteur avoir été amenés à se rendre à la suite de la séance, à laquelle ils avaient assisté clandestinement et à l'abri de broussailles et de rochers. Deux bandes les avaient frappés : l'une traitait, sans exagération, de la puissance de nos armes avec un rappel de la guerre et de la capitulation allemande ; l'autre comparait, avec preuves à l'appui, l'œuvre de la France à celle, moins flatteuse, accomplie dans certains pays occidentaux ou orientaux, favorables à la rébellion algérienne.

Ainsi, durant les deux semestres de 1955, le S.D.C., en liaison avec le 5e bureau et les autorités civiles et militaires, organisa 388 séances en Algérie et renoua, pour l'obtention d'informations et renseignements à exploiter, des contacts très utiles.

Les projections se déroulèrent sans incidents, en dépit des événements, des dangers fréquents et de la pression du F.L.N. dans le Nord et le Sud. Sur le plan intérieur ou extérieur, le service poursuivit parallèlement son action par des prêts de films.

Le F.L.N. veut nous saboter

Plus de 465 000 spectateurs, en majorité musulmans, furent touchés dans des régions visitées à maintes reprises par les « cinébus » et également en des points éloignés et déshérités des secteurs militaires que le 5e bureau et ses antennes prospectaient avec intelligence et doigté.

Malgré les précautions prises, les véhicules du service et leurs équipes furent parfois soumis à des tentatives de sabotage ou d'embuscade, heureusement déjouées, en particulier dans le Constantinois, après les tragiques journées d'août 1955. Il devait en être ainsi au cours des années à venir et après la création du gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.), qui avait avoué, dans des documents interceptés, la gêne que lui causaient les « cinébus ennemis du S.D.C. ». Les rebelles devaient d'ailleurs marquer un point, lorsqu'ils firent sauter sur une mine de forte puissance, un camion avec groupe électrogène, entre Colomb-Béchar et Taghit, blessant grièvement trois de mes collaborateurs et mettant définitivement hors d'usage le véhicule et son équipement.

J'ai retrouvé dans mes notes la mention d'un autre fait. Sur les hauts plateaux oranais, en avril 1955, l'Armée de libération nationale fit sauter un transformateur de l'Électricité et Gaz d'Algérie (E.G.A.) durant une séance cinématographique, pensant de la sorte priver le « cinébus » de sa source d'énergie électrique. Ce fut un acte sans conséquence. La séance continua de se dérouler normalement, les saboteurs ignorant que le S.D.C. utilisait toujours ses groupes électrogènes. Un document trouvé par un officier du 5e bureau d'Aïn-Kermès sur un captif nommé Mellouh Ali, faisait état de ce sabotage, destiné à paralyser l'action du S.D.C. qui ne cessait de gêner les recruteurs de l'A.L.N. et les responsables du F.L.N. à l'échelon local.

En 1956, malgré la situation, le Service de diffusion cinématographique a pu continuer et étendre d'une façon rationnelle sa mission de propagande, d'information et de détente morale et aussi renouer des contacts utiles dans de nouvelles zones de pacification.

Il ne cessa d'organiser des séances de cinéma ambulant, utilisa au maximum sa salle de projections et installa, ▶

La paix : un des thèmes des Services de l'action psychologique en Algérie. La paix... la paix... un mot qui ne cesse de voler d'affiche en affiche, de mur en mur, de lèvre en lèvre. Prenant tout son poids désespéré à l'heure où le sang coule. « La paix, mon capitaine ! », « la paix, mon lieutenant ! », comme si cette colombe allait s'envoler, par miracle, du képi des officiers S.A.S.

la mission de propagande prévoit un Office de l'Algérie, qui va essaimer dans le monde

à Tizi-Ouzou, chef-lieu de Grande Kabylie, un centre de documentation et d'information photographiques et cinématographiques.

Sur le plan extérieur, il accrut son effort en apportant, par des prêts de films 35 mm et 16 mm, un témoignage objectif de la présence française en Algérie, de la pacification des zones « pourries » à un moment où des critiques acerbes s'exerçaient et que se dévoilaient mille convoitises et actions troubles. Son action s'exerça de cette manière, en France, grâce à la filmothèque installée à l'Office de l'Algérie, en Europe, aux États-Unis, dans certains pays d'Amérique du Sud et parmi des nations musulmanes.

Toujours en étroite liaison avec le 5e bureau, le travail quotidien du S.D.C. s'inscrivit, au fil des mois, dans le cadre de l'œuvre de pacification et dans la somme des directives données par le ministre résident Robert Lacoste.

Il importe d'ajouter, enfin, que des projections précédées ou suivies d'exposés et de discussions furent effectuées chaque semaine, au profit des affaires sahariennes, des officiers des affaires algériennes, futurs chefs de S.A.S., de gradés et d'hommes de troupe musulmans, d'officiers musulmans de l'action psychologique, de stagiaires des équipes « haut-parleur » de 5e bureau. Des séances eurent lieu fréquemment au siège du S.D.C., suivant des directives précises, dans le dessein d'informer des journalistes métropolitains et étrangers, des spécialistes de la Radio-Télévision française, de la Télévision américaine, des groupes d'étudiants français et des membres d'organisations industrielles ou commerciales de la métropole, des parlementaires en voyage d'étude ou en mission en Algérie, etc.

Des rapports ou des notes, rédigés au S.D.C., ne cessèrent pas non plus, en 1956 comme en 1955, d'apporter au ministre résident, aux membres de ses cabinets civil et militaire, aux directeurs intéressés du Gouvernement général, devenu ministère de l'Algérie, après chaque tournée et chaque séance, une image du travail de ce service et des renseignements importants. H

Pierre MURATI



Un officier S.A.S. en conversation avec un de ses administrés. La réussite d'une S.A.S. tenait, en majeure partie, au prestige du « képi bleu » qui en avait la responsabilité. L'officier des « S.A.S. » installait la paix et un genre de vie provincial. Il était à la fois le maire, le défenseur, le confesseur, bref, le grand manitou.

CHRONOLOGIE — Février 1956

FRANCE

2 : Guy Mollet expose son programme social.
14 : Paul Ramadier, ministre des Affaires économiques et financières.
18 : mort du compositeur Gustave Charpentier.
19 : Jacques Chaban-Delmas, ministre d'État dans le gouvernement Guy Mollet.
28 : les congés payés portés à trois semaines.
29 : nominations à l'état-major de l'armée : les généraux Ély et Piatte remplacent les généraux Guillaume et Zeller.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

2 : Jacques Soustelle quitte l'Algérie.
3 : Habib Bourguiba arrive à Paris.
4 : protestation soviétique contre l'adhésion de l'Iran au pacte de Bagdad.
6 : violente manifestation contre Guy Mollet en visite à Alger.
Démission du général Catroux nommé ministre résident en Algérie.
9 : au Caire, la B.I.R.D. annonce une prévision de participation de 200 millions de dollars au barrage d'Assouan.
Robert Lacoste nommé ministre résidant en Algérie.
15 : ouverture de négociations franco-marocaines.
16 : Guy Mollet évoque le statut futur de l'Algérie : « liens indissolubles avec la France, personnalité algérienne ».
19 : graves incidents au Soudan : 194 morts.
28 : Robert Lacoste réclame l'envoi de 200 000 hommes en Algérie.
29 : ouverture de négociations franco-tunisiennes.

AMÉRIQUE

10 : le Guatemala refuse l'aide soviétique.
16 : soulèvement militaire du général Meniro au Pérou (écrasé le 26).
18 : levée de l'embargo américain sur le matériel militaire destiné aux pays arabes et à Israël.
23 : création de la Fédération des Antilles britanniques.
29 : traité commercial entre le Canada et l'U.R.S.S.
Le président Eisenhower annonce qu'il sollicitera le renouvellement de son mandat.

ASIE

8 : accord à Londres sur la future indépendance de la Malaisie.
11 : socialisation des entreprises privées en Chine.
14 : l'Indonésie dénonce l'Union néerlando-indonésienne.
20 : signature d'un accord commercial franco-chinois.
22 : intégration du Cachemire à l'Inde.
29 : nouvelle Constitution du Pakistan.

EUROPE

3 : dissolution de la Fédération syndicale mondiale.
8 : service militaire obligatoire de dix-huit mois en Allemagne fédérale.
10 : suspension pendant trois mois des garanties constitutionnelles en Espagne.
14 : ouverture du XX[e] Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. : le « discours de Khrouchtchev ».
15 : Kekkonen, président de la république de Finlande.
16 : discours de Mikoyan contre le culte de la personnalité.
17 : négociations franco-allemandes sur la Sarre.
19 : accords économiques américano-yougoslaves.
29 : voyage de Selwyn Lloyd au Moyen-Orient et en Asie.

LA SEMAINE PROCHAINE



GUY MOLLET: L'ÉMEUTE

Sommaire du n° 212 :

● 6 février 1956
Une date clef dans l'histoire politique moderne de la France. A Alger, c'est le branle-bas de combat. Le « Comité de défense » prend l'offensive. Pourquoi ?

● Les « paras » dans Alger
L'hymne national ne peut couvrir les hurlements des manifestants. Le président du conseil sera, quelques heures, prisonnier dans le Palais d'Été. Mais que pouvait faire ce jour-là Guy Mollet ?

● Les tomates de la colère
Soustelle est parti dans un triomphe romain, laissant une Algérie qu'il aime et qui souffre. La passion maintenant l'emporte. Les anciens combattants d'Afrique du Nord, les premiers, réagissent de toutes leurs forces au programme du gouvernement du Front Républicain. Pour eux il n'y a pas de solution de repli. Pour la venue de Guy Mollet ils descendront dans la rue...

● Communistes et F.L.N.
L'audience du parti communiste algérien est encore relativement réduite en Algérie au lendemain de la Toussaint Rouge. Quels seront ses rapports avec le Front de Libération Nationale après les deux premières années du soulèvement ?

● Le cœur d'Alger
Une ville qu'il faut avoir connue pour la comprendre, après l'avoir aimée dès les premiers jours. Sa faune, sa flore, ses jours de paix, ses bonnes adresses, ses statues ne sont-ils plus que des souvenirs ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 211 - 19 janvier 1972.

L'ÉCHO D'ALGER

Vendredi 3 Février 1956

15 FRANCS

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes

SOUS LES OVATIONS DE 100.000 PERSONNES

LES ALGÉROIS ONT TENTÉ DE S'OPPOSER AU DÉPART DE M. Jacques SOUSTELLE

C'est dans un char de combat qu'il a dû gagner l'"El-Djezaïr" où il s'est hissé par une petite échelle métallique



Français d'origine ou Français musulmans (parmi lesquels des délégations d'anciens combattants venues de toutes les régions d'Algérie) étaient mêlés dans cette extraordinaire manifestation de sympathie et de gratitude en l'honneur de M. Jacques Soustelle, grand serviteur de la France en Algérie, grand défenseur de l'Algérie française en France.



Quand M. Jacques Soustelle descendit de voiture, la foule rompit les barrages de sécurité et entoura le gouverneur général en l'acclamant avec frénésie. La marée humaine, dans un mouvement irrésistible, l'éloignait de la gare maritime, malgré les appels au calme et les interventions du service d'ordre...



A la conscience française

De mémoire d'Algérois, jamais on ne vit ici manifestation de cette ampleur, ni si soudaine. Jamais on ne connut atmosphère aussi énergique et passionnée, aussi oppressante même, à certains moments.

Jamais en tous cas, mouvement populaire n'aura eu une signification aussi grave.

Certes, l'intention de cette marée humaine était d'abord de rendre hommage, d'exprimer sa gratitude à M. Jacques Soustelle, au grand serviteur de la France en Algérie, au défenseur intransigeant de l'Algérie française en France.

Mais à ce bouleversant témoignage se sont alliés, à une heure dramatique, bien des sentiments, — bien des ressentiments aussi, — qui débordaient avec une force singulière le cadre d'une manifestation de sympathie reconnaissante.

Par delà la personne de M. Jacques Soustelle, c'est à la Mère-Patrie que s'adressaient hier les populations d'Algérie avec une vigueur sans appel :

« Il faut, se disaient sans aucun doute, non seulement ceux qui tentèrent de s'opposer au départ d'un grand gouverneur évincé, mais tous ceux qui les acclamaient, — que l'on sache en France que nous sommes décidés à tout pour qu'on n'arrache pas l'Algérie à la France.

« Ni Parlement, ni ministère, ne nous convaincront que les erreurs d'une Constitution, l'instabilité gouvernementale, les incohérences de la politique des partis, les méfaits de la démagogie électorale, l'aveuglement d'une partie du public français, doivent avoir raison de la volonté franco-musulmane de l'Algérie de rester française et de défendre la souveraineté française. »

Il y eut bien des huées mêlées aux ovations et aux accents de la « Marseillaise ». Elles s'adressaient aux chefs du nouveau gouvernement et surtout à l'un de ses membres.

La foule se dressait là moins peut-être contre une personnalité que contre ce qu'elle représente, et surtout contre ce titre de « ministre-résident » qui, seulement en nom, évoque fâcheusement on ne sait quelles analogies inconcevables entre nos départements français et des protectorats.

« Nous entendons, signifiait donc aussi ce rassemblement, que M. Jacques Soustelle ne soit pas notre dernier gouverneur général. »

Mais plus que tout, cette foule immense appelait de toutes ses voix la France à un sursaut de conscience nationale.



... Des renforts de police et de C.R.S. motocyclistes ne suffirent pas à endiguer cette crue. Des soldats de l'armée de l'air intervinrent, mais en vain. Pareillement les spahis, sabre au clair et repoussant la foule de la croupe de leurs chevaux. Un blindé dut prendre M. Jacques Soustelle à son bord... Des manifestants voulurent se coucher devant l'engin !



C'est, de nouveau follement acclamé, que M. Jacques Soustelle, bouleversé, apparut à la poupe du paquebot. Il multiplia un geste d'adieu et d'apaisement tandis que l'« El-Djezaïr », avec une heure de retard, s'éloignait immédiatement du quai.

Avant son départ une déclaration de Jacques Soustelle à Radio-Alger le 26 janvier 1956. « ... C'est le salut de l'Algérie qui commande... Si tous les hommes de bonne volonté qu'il y a dans ce pays, tous les hommes raisonnables, consentent à unir leurs efforts malgré les destructeurs et les violents, alors nous ferons triompher la justice dans la confiance et dans l'amitié. »